



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture

# Cadre institutionnel à l'appui d'une paix durable dans le contexte du Programme 2030





# Cadre institutionnel à l'appui d'une paix durable dans le contexte du Programme 2030



**CITER COMME SUIT:**

FAO. 2021. *Cadre institutionnel à l'appui d'une paix durable dans le contexte du Programme 2030*. Rome.  
<https://doi.org/10.4060/i9311fr>

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

ISBN 978-92-5-134740-9

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la licence Creative Commons Attribution-Pas d'utilisation commerciale-Partage dans les mêmes conditions 3.0 Organisations intergouvernementales (CC BY NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit dûment mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la source originale doit être dûment citée et la traduction être accompagnée de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale en français fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

**Matériel attribué à des tiers.** Il appartient aux utilisateurs qui souhaitent réutiliser des éléments de cet ouvrage attribués à une tierce partie, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si cette réutilisation est soumise à autorisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

**Ventes, droits et licences.** Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de l'Organisation ([www.fao.org/publications](http://www.fao.org/publications)) et peuvent être achetés par courriel adressé à: [publications-sales@fao.org](mailto:publications-sales@fao.org). Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises sur la page suivante: [www.fao.org/contact-us/licence-request](http://www.fao.org/contact-us/licence-request). Les demandes relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org).

Photo de couverture: © FAO/GMB Akash

# Table des matières

<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>Contexte.....</b>	<b>2</b>
Incidence des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur le développement durable	2
Insécurité alimentaire, conflits et causes sous-jacentes	3
La prévention des conflits dans le système des Nations Unies – une attention croissante, des thèmes communs	5
<b>Justification.....</b>	<b>6</b>
<b>Objectif, approche et résultats .....</b>	<b>11</b>
Objectif	11
Approche	11
Résultats attendus	12
<b>Priorités des politiques institutionnelles.....</b>	<b>13</b>
Le rôle fédérateur et de plaidoyer de la FAO	13
Innovations programmatiques	13
Suivi et alerte rapide	14
Partenariats	15
Connaissance, analyse et évaluation	16
Gestion organisationnelle	16
<b>DOCUMENT DE RÉFÉRENCE   Renforcer la contribution de la FAO à la pérennisation de la paix .....</b>	<b>17</b>

## NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS

- à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, et
- à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, et
- à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international, et
- à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,

## ET À CES FINS

- à pratiquer la tolérance, à vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, et
- à unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, et
- à accepter des principes et instituer des méthodes garantissant qu'il ne sera pas fait usage de la force des armes, sauf dans l'intérêt commun, et
- à recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,

## AVONS DÉCIDÉ D'ASSOCIER NOS EFFORTS POUR RÉALISER CES DESSEINS

En conséquence, nos gouvernements respectifs, par l'intermédiaire de leurs représentants, réunis en la ville de San Francisco, et munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont adopté la présente Charte des Nations Unies et établissent par les présentes une organisation internationale qui prendra le nom de Nations Unies.

*Préambule de la Charte des Nations Unies, 1945*

# Introduction

Ce Cadre institutionnel (le «Cadre») a pour objet de guider l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans l'exécution de son mandat selon ses domaines de compétence et ses avantages comparatifs, à savoir la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable, afin de produire un impact plus délibéré et transformateur sur le maintien de la paix.

Conformément aux résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale d'avril 2016 sur la consolidation de la paix, le concept de «paix durable» englobe les activités visant à prévenir le déclenchement, l'escalade, la poursuite et la reprise des conflits, et notamment à s'attaquer aux causes profondes et à avancer sur la voie du redressement, de la reconstruction et du développement.

Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé toutes les entités des Nations Unies à intégrer l'approche de la pérennisation de la paix dans leur planification stratégique, et à considérer celle-ci comme un objectif important auquel leur action peut contribuer.

Ce Cadre concerne la FAO en tant qu'organisation, y compris l'ensemble du personnel et dans tous les lieux géographiques. Ce Cadre s'adresse également à tous les États Membres et organes directeurs de la FAO, et sert à orienter les attentes des États Membres à l'égard de l'Organisation et de leur collaboration avec cette dernière.

Le Cadre est basé sur un document de référence qui détaille la logique et l'expérience de la FAO ainsi que ses avantages comparatifs en termes de contribution à une paix durable (voir le document de référence, page 17 ). Une série de documents d'appui sera préparée pour encadrer la mise en œuvre du Cadre au fil du temps. Les Directives opérationnelles définiront notamment la manière de mettre en œuvre le Cadre dans le contexte du Cadre stratégique de la FAO.

# Contexte

## Incidence des conflits sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et sur le développement durable

### **Les conflits ont des effets négatifs importants et manifestes sur la faim, la nutrition et le développement durable en général.**

Les conflits sont un facteur majeur d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique et aiguë. Les conflits réduisent les disponibilités en nourriture, perturbent l'accès aux denrées alimentaires et sapent les systèmes de protection sociale aussi bien non formels qu'établis.

**Environ 80 pour cent des appels humanitaires sont motivés par des conflits et la plupart sont des crises prolongées.** La part de personnes sous-alimentées dans les pays frappés par des crises prolongées est trois fois plus élevée que dans d'autres pays en développement. Deux milliards de personnes vivent aujourd'hui dans des pays où la fragilité, les conflits et la violence compromettent les résultats du développement. On entend par fragilité une exposition accrue au risque, associée à une faible capacité de mitigation ou d'absorption de ces risques. L'extrême pauvreté va se concentrer de plus en plus dans ces régions alors que le reste du monde progresse, pour atteindre près de 50 pour cent du total mondial d'ici 2030, contre 17 pour cent aujourd'hui. En outre, la majorité des personnes confrontées à l'extrême pauvreté vivent dans des contextes fragiles ou sont exposées à des risques liés aux phénomènes climatiques extrêmes, ou les deux.

**Il est à noter que les contextes considérés comme extrêmement fragiles ou fragiles sont également ceux qui reposent essentiellement sur l'agriculture** comme moyen de générer des revenus, mesurés en termes de valeur ajoutée agricole en pourcentage du produit intérieur brut (PIB).

**Dans la plupart des cas, les conflits frappent plus durement les zones rurales, entraînant des conséquences très néfastes pour la survie, la production agricole et les moyens de subsistance des populations rurales.** Les conflits privent les personnes vulnérables et les communautés à risque de l'accès à toute la gamme des ressources nécessaires à la production alimentaire et agricole. Les conflits compromettent également les perspectives d'emploi en milieu rural et peuvent entraîner des pertes de revenus. Les processus d'exploitation liés aux conflits, le déni d'accès aux ressources et le ciblage délibéré des systèmes de production alimentaire aggravent souvent les inégalités antérieures à la crise et accentuent la pauvreté parmi les groupes vulnérables, par exemple les propriétaires terriens pauvres qui ne peuvent pas compter sur des régimes fonciers adéquats, ou les populations très itinérantes telles que les éleveurs.

### **Les séquelles d'un conflit se manifestent de manière spécifique et souvent différente selon l'âge et le sexe des personnes concernées.**

Les rapports de force et la marginalisation ont tendance à s'amplifier dans les situations de conflit. Par exemple, les inégalités entre les sexes et les limitations qui en découlent pour les femmes en termes d'accès aux ressources productives, aux services et à la prise de décision se traduisent



par une vulnérabilité accrue dans tous les aspects des fardeaux imposés aux femmes en matière de production, de soins et de gestion du ménage. Pour les hommes et les garçons en particulier, le recrutement au sein des forces combattantes détourne la main-d'œuvre de la production agricole, autant de problèmes qui peuvent persister en raison des handicaps liés à la guerre.

**Les conflits ont une incidence directe et indirecte sur le développement agricole dans l'immédiat, mais aussi à moyen et à long terme.** L'inflation des prix des denrées alimentaires liée aux conflits, l'instabilité des taux de change et la stagnation de la croissance ont un impact sur presque tous les aspects des chaînes de valeur alimentaires et agricoles, y compris le financement, le transport, les intrants et la transformation. Malgré de grandes disparités, les conflits sont statistiquement associés à une réduction de la croissance du PIB, et les régressions en termes de revenus par habitant et de croissance peuvent être catastrophiques. La présence ou le risque de conflits (récurrents) décourage les investissements privés dans l'agriculture, bien souvent longtemps après que les conflits ont cessé.

### Insécurité alimentaire, conflits et causes sous-jacentes

Les causes profondes des conflits sont complexes et peuvent ne pas être linéaires. **En 2015, plus d'un tiers des pays et des économies se trouvant en situation de fragilité avaient connu des conflits récents, ce qui témoigne des interrelations dynamiques existant entre la pauvreté (y compris la faim), la gouvernance et les conflits.** Après une diminution à la fin des années 1990 et au début des années 2000, la prévalence des conflits dans le monde, en particulier des conflits civils, a nettement augmenté à partir de 2008. Ces conflits ont déstabilisé des régions entières, accru de manière exponentielle le nombre de personnes déplacées de force, épuisé les ressources humanitaires mondiales et plongé des milliers de familles et communautés dans une misère indescriptible.

Ces conflits sont souvent le résultat de divers facteurs tels que les intérêts géopolitiques, le contrôle des ressources, les tensions ethniques, les différences religieuses, la discrimination, la piètre gouvernance, les capacités restreintes de l'État, la pression démographique et l'urbanisation rapide, ainsi qu'à d'autres éléments tels que la pauvreté et le chômage des jeunes. **Certains facteurs de conflit, mais certainement pas tous, relèvent spécifiquement du mandat et des compétences de la FAO.** Les facteurs qui se rapportent à l'action et au mandat de la FAO sont notamment la rivalité pour la possession de terres, de l'eau et d'autres ressources naturelles, les multiples dimensions de l'insécurité alimentaire, le délaissement de zones marginalisées par les gouvernements ou la gestion déficiente de l'environnement.

**Les gens ont parfois recours à la violence lorsque leur sécurité humaine, y compris leur sécurité alimentaire, est menacée,** en particulier en l'absence d'institutions formelles et informelles capables et désireuses

d'assurer la médiation de ces risques. Les conflits peuvent aussi survenir à la suite d'une perte de biens (y compris l'accès aux ressources), de menaces sur les moyens de subsistance et/ou d'autres formes de marginalisation économique et politique. L'insécurité alimentaire peut être une cause de conflit parmi d'autres, et devenir un canal à travers lequel sont exprimés des griefs socio-économiques et politiques plus larges.

**Les répercussions de l'insécurité alimentaire induite par des conflits ne se limitent plus à des pays ou à des régions spécifiques, mais se font sentir à l'échelle mondiale.** En 2015, plus de 65 millions de personnes dans le monde ont été déplacées de force, dont la plupart de manière prolongée. Les effets immédiats des conflits se reflètent de plus en plus dans le paysage mondial au sens large, car les personnes touchées par les conflits migrent entre les pays, les régions et les continents et à l'intérieur de ceux-ci pour tenter de gérer les risques et les conséquences des conflits. Il est de plus en plus évident que l'insécurité alimentaire qui sévit dans une partie du monde peut avoir une incidence sur les services sociaux, les systèmes politiques et la sécurité nationale dans d'autres régions.

**Le changement climatique et les phénomènes météorologiques extrêmes qui y sont associés devraient exacerber les facteurs responsables des risques de conflit,** avec les pressions qui s'ensuivent sur les populations qui sont obligées de se déplacer, ainsi que sur les besoins nécessaires à l'action humanitaire. Certes, le changement climatique en soi n'est pas nécessairement associé à la violence, mais la combinaison entre la vulnérabilité au changement climatique et une fragilité institutionnelle et socio-économique plus générale peut accroître les risques de conflit. Ce «binôme climat-conflit» se caractérise par l'intersection entre deux facteurs clés dans le contexte de la vulnérabilité au changement climatique: la faiblesse des institutions et la fragilité sociale préexistante. Il est intéressant de noter que ces facteurs sont particulièrement prononcés dans les économies qui dépendent fortement de l'agriculture de subsistance.

Certaines tendances interdépendantes supplémentaires peuvent avoir un impact ou être influencées par la prévalence des conflits, telles que l'urbanisation et la transformation rurale, et les implications en termes de disponibilité des ressources, de productivité agricole, de sécurité alimentaire et de nutrition en général. Lorsque les institutions tant rurales qu'urbaines ne sont pas équipées pour gérer ces dynamiques, par exemple en cas de variation de la population, de l'allocation des ressources ou de la fourniture de services, il y a un risque accru de conflit.

## La prévention des conflits dans le système des Nations Unies – une attention croissante, des thèmes communs

**Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 établit un rapport explicite entre le développement durable et la paix, et appelle à adopter des approches plus collaboratives en matière de prévention, d'atténuation et de résolution des conflits, ainsi qu'en termes de redressement.** Le Programme 2030 fait de la paix une condition essentielle du développement ainsi qu'un résultat du développement à part entière. Vu que le développement durable est influencé négativement, voire entravé par les conflits, l'un des dix-sept objectifs mondiaux de développement durable (ODD) est de réduire sensiblement toutes les formes de violence, notamment en œuvrant avec les États Membres et les communautés pour trouver des solutions durables aux conflits et à l'insécurité (ODD 16).

**Le caractère universel et la portée du Programme 2030 ont des incidences importantes sur les activités de la FAO dans les situations de conflit, qui vont au-delà des liens avec l'objectif mondial 16 relatif aux sociétés pacifiques et inclusives.** Les objectifs de développement durable (ODD) 1 et 2 se concentrent sur l'éradication de l'extrême pauvreté et de la faim, la réalisation de la sécurité alimentaire et la pérennisation de l'agriculture. Le Programme 2030 considère la réalisation de ces objectifs comme étant des éléments essentiels pour atteindre un autre objectif, l'ODD 16, qui est d'assurer des sociétés pacifiques et inclusives. À l'inverse, la réalisation des ODD 1 et 2, ainsi que de tous les autres ODD, ne sera possible que si des progrès importants sont réalisés pour atteindre l'ODD 16.

**En avril 2016, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté des résolutions substantiellement identiques (A/RES/70/262 et S/RES/2282),** concluant l'examen de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies en 2015, couvrant les opérations de paix, la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la résolution 1325. Ces résolutions de grande portée décrivent une approche et un programme nouveaux et ambitieux, dont la «pérennisation de la paix» constitue le cadre fédérateur pour s'attaquer aux causes profondes des conflits, englobant des activités destinées à prévenir l'éclatement, l'escalade, la poursuite et la reprise des conflits.

**Le Secrétaire général des Nations Unies considère la prévention des conflits comme une priorité dans tout le système des Nations Unies,** sur la base (et dans le cadre) des différentes portées et orientations du mandat et du travail de chaque organisation. La restructuration et la réforme qui sont proposées pour le pilier du développement et le pilier de la paix et de la sécurité des Nations Unies reposent sur une approche transversale de la pérennisation de la paix, qui exige de toutes les entités des Nations Unies qu'elles s'adaptent en conséquence.

# Justification

**Le Secrétaire général des Nations Unies a appelé toutes les entités des Nations Unies (A/72/707 and S/2018/43) à intégrer l'approche de la pérennisation de la paix dans leur planification stratégique,** et à considérer celle-ci comme un objectif important auquel leur action peut contribuer. Le Cadre cherche à répondre à cette exigence.

**La FAO a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et a été investie d'un rôle essentiel dans la réalisation et la pérennisation de la paix.** Lors de la première session de la conférence de la FAO, il a été indiqué que «... l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture est née d'une aspiration à la paix, autant que d'un désir de vivre à l'abri du besoin. Les deux sont interdépendants. Il est indispensable de libérer progressivement l'humanité du besoin pour atteindre une paix durable.»

**En temps de conflit comme en période de stabilité, la FAO joue un rôle unique dans la protection, la restauration et le développement des moyens de subsistance des agriculteurs, des pêcheurs, des éleveurs, des forestiers et de tous ceux qui dépendent de l'agriculture et des ressources naturelles pour assurer leur subsistance, leur sécurité et leur prospérité.** Les efforts que déploie l'Organisation pour sauver des vies et créer une résilience à plus long terme sont des contributions importantes à la paix et à la stabilité dans les pays, les régions et au-delà.

La FAO a mis à profit ses compétences techniques pour contribuer directement au maintien de la paix, notamment en s'efforçant de mitiger ou de régler les conflits avant qu'ils ne dégénèrent, ainsi que de réduire les risques de résurgence dans les situations d'après-crise. Cette démarche comprend des engagements ciblés avec les parties prenantes à un conflit, la création d'outils et d'orientations pour aider les parties prenantes à s'attaquer aux causes profondes et aux moteurs des conflits, des interventions visant à réduire la fragilité et à soutenir la stabilité, des systèmes d'alerte précoce fondés sur les risques et permettant une action rapide, ainsi que des analyses techniques de la dynamique des conflits afin d'identifier les points d'entrée et les solutions possibles. Par exemple:

- L'éradication de la peste bovine en 2011 a permis non seulement d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés vivant de l'élevage, mais aussi de contribuer à la paix et à la sécurité de nombreuses autres populations. L'élimination de la peste bovine aurait été impossible sans une approche de la santé animale sensible aux conflits, car les derniers vestiges de la maladie ont été trouvés dans des communautés où les conflits résultaient de querelles sur le bétail. La FAO et plusieurs partenaires ont formé des agents de santé animale communautaires (hommes et femmes) et ont négocié des accords de paix entre groupes pastoraux rivaux comme condition préalable à la vaccination contre la peste bovine. Cela démontre le rôle fédérateur de la FAO en tant qu'institution technique spécialisée neutre et respectée. La pratique des vétérinaires et des agents de santé animale communautaires consistant à utiliser leur expertise technique pour contribuer à la pérennisation de la paix est toujours actuelle.

- La FAO est la première institution technique des Nations Unies à contribuer à la prévention des conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (terre, eau, pêche) en associant le développement des capacités, partenariats, soutien politique, directives volontaires mondialement acceptées et le déploiement stratégique du personnel technique. La FAO s'appuie sur ses compétences pour promouvoir des approches sensibles aux conflits (accompagnées d'un soutien technique pour accroître l'efficacité dans leur application) et pour gérer des ressources limitées de manière inclusive et transparente, afin de promouvoir une interaction pacifique entre et au sein des différents groupes de population. La FAO coopère avec les communautés, les décideurs politiques et les praticiens pour améliorer les compétences de diagnostic afin d'évaluer, de surveiller et de désamorcer les conflits liés à la propriété foncière. La FAO a également apporté son soutien à la délimitation des terres communautaires, au renforcement des capacités et à la diffusion des connaissances, notamment par le biais d'approches de développement territorial négocié et participatif visant à réduire les désaccords fonciers et axées sur l'identification des causes sous-jacentes des problèmes d'accès aux ressources naturelles.

Ces approches illustrent la manière dont les conseils, l'expertise technique et les outils élaborés à l'échelle mondiale par la FAO facilitent la prévention et la résolution des conflits et peuvent contribuer à créer des sociétés plus stables et plus équitables.

- En partenariat avec les acteurs de soutien à la paix des Nations Unies, la FAO a œuvré dans plusieurs pays à la démilitarisation des anciens combattants, dont beaucoup étaient des jeunes hommes et femmes des zones rurales, dans le cadre de programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). La FAO a aidé ces ex-combattants à acquérir des moyens de subsistance économiques durables et productifs, par exemple dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Le renforcement des compétences et l'apport de capitaux pour les moyens de subsistance agricoles sont aussi importants pour assurer la sécurité alimentaire et les revenus que pour garantir la cohésion sociale au sein des communautés où résident des ex-combattants.

La FAO travaille également dans les conflits pour sauver des vies, permettre aux habitants de rester dans leurs communautés, soutenir les populations déplacées à l'intérieur de leur pays et les populations réfugiées, lutter contre la malnutrition, prévenir la destruction de l'environnement, combattre la violence sexuelle et sexiste, rétablir la production alimentaire et protéger les systèmes agricoles. La FAO met l'accent sur la dignité, la rentabilité comparative et la coordination des stratégies de réponse impliquant de multiples acteurs. Elle déploie ses compétences dans les contextes de conflit pour faire face aux multiples menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que pour soutenir l'ensemble des stratégies de subsistance dont dépendent les populations menacées pour gérer les risques et la vulnérabilité. En privilégiant les stratégies susceptibles d'avoir un impact à la fois rapide et durable sur la sécurité alimentaire, les actions de la FAO dans les situations



de conflit favorisent également des transitions efficaces entre l'action humanitaire et les processus de développement. Par exemple:

- Les engagements de la FAO dans les situations de conflit consistent notamment à fournir des données et des analyses sur les risques et les vulnérabilités afin d'éclairer la prise de décision et la programmation, et à soutenir les systèmes d'alerte précoce pour étayer les interventions rapides. Dans ce domaine, la FAO dispose d'un avantage comparatif particulièrement fort et couvre toute la gamme des compétences techniques de l'Organisation, notamment les évaluations de la sécurité en matière de semences, les systèmes d'alerte précoce pour les éleveurs, le suivi des marchés et des prix des denrées alimentaires, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience (RIMA) et l'analyse des impacts des conflits sur le secteur agricole. Les systèmes d'alerte précoce de la FAO sont importants pour signaler les changements liés aux risques de conflits et donc permettre une action rapide, y compris pour atténuer les conflits. Ceci est notamment le cas lorsque les analyses de la FAO sur la vulnérabilité liée au changement climatique, et les solutions pour y faire face, ont été intégrées à une analyse des risques de conflit afin de répondre à des objectifs multiples.
- L'avantage comparatif de la FAO en tant que médiateur neutre facilite la coordination entre les interventions d'urgence des différents acteurs, y compris dans les pays touchés par un conflit. Avec le Programme alimentaire mondial (PAM), la FAO co-dirige le Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire chargé d'assurer la coordination des interventions en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture, l'évaluation des besoins, la mobilisation des ressources et de recenser les complémentarités intersectorielles avec un large éventail de parties prenantes, notamment les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions régionales, les organisations de la société civile et bien d'autres encore. En tant que co-chef de file de ce Module, la FAO respecte sa responsabilité mondiale de servir de « fournisseur de dernier recours ». La FAO réagit face à des modèles de risque et de vulnérabilité identifiés et souvent différenciés selon le sexe dans les zones de conflit afin de rétablir les moyens de subsistance agricoles et la production alimentaire par le biais d'un soutien d'urgence aux groupes vulnérables et à risque, notamment en ce qui concerne la production, la vente et la consommation de denrées alimentaires par les ménages. Ces aides ont été orientées, de manière diverse, vers la production de cultures, d'élevage, de poissons et de produits forestiers non ligneux, ainsi que vers la mise en place de mesures visant à renforcer la biosécurité. Grâce à ce soutien techniquement solide et adapté, la FAO a contribué au maintien voire à la hausse des niveaux de production alimentaire dans plusieurs situations de conflit. En plus de préserver les moyens de subsistance, ces interventions permettent d'accroître la disponibilité, l'accessibilité et la variété des aliments au niveau local, ce qui a des répercussions plus larges sur les communautés vulnérables sur le plan nutritionnel. Ces interventions se sont également révélées particulièrement rentables, comparées, par exemple, aux rations d'aide alimentaire d'urgence.

Les travaux techniques en matière de développement constituent une part importante des activités de la FAO. Bien qu'il soit souvent difficile de distinguer clairement l'action humanitaire du travail de développement dans les situations de conflit (en particulier dans le contexte de crises prolongées), la FAO reste déterminée à obtenir des résultats en matière de développement dans les pays et les régions touchés par de violents conflits. En 2016, un quart des programmes de terrain de la FAO dans les quinze zones les plus fragiles du monde était consacré à l'aide au développement. De tels efforts exigent une compréhension du contexte et une analyse des conflits pour veiller à ce que les interventions n'aggravent pas les risques de conflit et évitent donc de causer de faire du mal. Les exemples suivants illustrent la manière dont l'expertise de la FAO peut accélérer l'obtention de résultats en matière de réduction de la pauvreté et de résilience dans des contextes présentant des risques de conflit:

- Dans les situations de conflit et d'après-conflit, la FAO a encouragé les investissements responsables dans les systèmes agricoles et alimentaires de manière à favoriser l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur et la création d'emplois et de revenus dans les zones rurales. L'épidémie du virus Ébola qui a touché le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone a remis en question les processus existants et en cours de consolidation de la paix et de stabilisation en matière de services publics et de cohésion sociale. La FAO a collaboré avec plusieurs partenaires (par exemple, le PAM et l'Organisation mondiale de la Santé [OMS]) pour mener des interventions immédiates de redressement, mais elle a également continué à promouvoir l'investissement responsable dans les systèmes agricoles et alimentaires afin de favoriser l'intégration des petits exploitants dans les chaînes de valeur et de créer des emplois et des revenus dans les zones rurales.
- Les activités de la FAO en faveur de systèmes de protection sociale qui soient à long terme, prévisibles, tenant compte des risques et réagissant aux chocs sont essentielles pour la réduction de la pauvreté et l'accélération des progrès dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, tout en renforçant la résilience face aux menaces et aux crises et en favorisant le développement. Les interventions flexibles de la FAO Cash+ combinent les transferts monétaires et les actifs productifs en nature dans le but de renforcer les moyens de subsistance et les capacités productives des ménages pauvres et vulnérables.
- La FAO travaille notamment avec le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), le FEWS NET, le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits de l'IGAD (CEWARN) et le programme ougandais de surveillance de la nutrition communautaire, afin de renforcer les systèmes d'alerte précoce, de préparation et de planification des mesures d'urgence et des réponses à apporter. Les interventions soutiennent également le renforcement des capacités des institutions locales, par exemple en matière de surveillance des maladies du bétail et de prestation de services vétérinaires. Cette démarche est complétée par le renforcement de la résilience à long terme des systèmes de production et des communautés

agropastorales grâce aux écoles de terrain et à une meilleure gestion des bassins versants. Cela illustre le rôle fédérateur de la FAO, la gamme de partenariats auxquels la FAO a eu recours pour résoudre les conflits relatifs aux questions de développement, sur la base d'une compréhension approfondie du contexte.

**En mettant à profit ses compétences clés, la FAO a accumulé une expertise considérable dans le travail en situation de conflit.**

Jusqu'à présent, ces efforts se sont rarement concentrés explicitement sur la construction d'une paix durable. Toutefois, de tels efforts constituent la base d'un engagement accru de la FAO et de ses partenaires en faveur de la pérennisation de la paix. L'Organisation se propose de tirer parti de ces expériences au moyen d'une analyse plus approfondie visant à identifier les meilleures pratiques, en reconnaissant que ses multiples formes d'assistance – développement, investissement, aide humanitaire – et ses cinq programmes stratégiques sont autant de moyens susceptibles de contribuer à une paix durable.

# Objectif, approche et résultats

Ce cadre est ancré dans le mandat de la FAO et repose simultanément sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives pour atteindre les objectifs de développement durable (ODD). Cette démarche sous-tend un engagement institutionnel renouvelé de contribuer à la réalisation et à la pérennisation de la paix moyennant une action plus large et plus profonde en matière de prévention, d'atténuation et de résolution des conflits, ainsi qu'en matière de redressement.

## Objectif

L'agriculture, les ressources naturelles, la sécurité alimentaire et la nutrition peuvent être des facteurs de paix ou de conflit, de crise ou de redressement, de tragédie ou de récupération. Dans cette optique, ce Cadre a pour objectif de guider la FAO dans ses domaines de compétence et ses avantages comparatifs afin d'obtenir un impact plus délibéré et transformateur par les moyens suivants: à tout le moins, soutenir la sécurité alimentaire, la production alimentaire et l'utilisation durable des ressources naturelles des populations touchées par les conflits; lorsque le développement est possible, en dépit des situations de conflit, faire progresser les ODD dans le cadre d'approches sensibles aux conflits; et, si les systèmes alimentaires, les ressources naturelles ou l'insécurité alimentaire sont des facteurs de conflit, intervenir directement pour atténuer les risques de conflit.

Ce Cadre vise plus particulièrement à transformer les engagements de la FAO dans les situations de conflit en approches délibérément ciblées, stratégiques et fondées sur des preuves à l'appui d'une paix durable. Dans la mesure où certains risques de conflit relèvent spécifiquement du mandat de la FAO et où tous les conflits touchent des populations qui préoccupent l'Organisation, le Cadre est conçu pour créer un environnement plus efficace permettant à la FAO d'intervenir de manière appropriée et cohérente, ce qui est essentiel dans la lutte de l'Organisation contre la faim, pour répondre aux multiples menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition.

## Approche

Ce Cadre repose sur une approche sensible aux conflits et à trois volets qui vise à atténuer les effets négatifs des conflits sur la vie et les moyens de subsistance des populations (y compris les hommes, les femmes, les jeunes et les personnes âgées), à prévenir les risques de conflits, tout en favorisant un programme de transformation pour s'attaquer aux causes profondes des conflits et promouvoir le développement durable. La FAO va notamment:

- **Travailler sur les conflits – agir sur les facteurs des conflits**, en tirant systématiquement parti de la richesse et de l'étendue de ses compétences techniques, de ses relations et de son pouvoir fédérateur

- pour identifier les moyens de minimiser, d'éviter et/ou de transformer et de résoudre de manière positive le ou les conflits où l'alimentation, l'agriculture ou les ressources naturelles sont, ou pourraient être, des facteurs de conflit.
- **Travailler dans les conflits – agir sur les facteurs des conflits**, en renforçant considérablement ses capacités à élaborer et à mettre en œuvre des interventions visant à sauver des vies et à soutenir les moyens de subsistance qui sont directement touchés par le(s) conflit(s), ainsi qu'en ayant recours à des systèmes d'alerte précoce fondés sur les risques permettant une action rapide
  - **Agir par-delà les conflits** (développement sensible aux conflits), en faisant progresser le développement durable, notamment par la réduction de la pauvreté, la lutte contre les inégalités, la promotion de moyens de subsistance agricoles durables et la gestion des ressources naturelles, et en contribuant à la croissance économique dans les pays et les régions (potentiellement) touchés par un ou plusieurs conflits, tout en maintenant une approche sensible aux conflits.

## Résultats attendus

La mise en œuvre du Cadre aboutira à cinq résultats attendus concernant le mode opératoire de la FAO:

- **Résultat 1.** La prise en compte des concepts, des indicateurs et des enseignements tirés sur la contribution à la pérennisation de la paix (qui reflète l'importance centrale du sexe et de l'âge) dans les cinq objectifs stratégiques de la FAO et dans les bureaux du siège, des régions et des pays (*Innovations programmatiques et gestion organisationnelle*).
- **Résultat 2.** Un portefeuille mondial d'engagements solides, financés de manière flexible, visant à soutenir la pérennisation de la paix avec des résultats mesurables (*Innovations programmatiques*).
- **Résultat 3.** Amélioration de la base de données et renforcement des systèmes de suivi ventilés par sexe et par âge axés sur les liens entre la sécurité alimentaire, la nutrition et la paix et sur l'efficacité des différentes approches (*Analyse et suivi*).
- **Résultat 4.** Nouvelles coalitions, partenariats et rôles de leadership au niveau national et mondial pour soutenir une paix durable (*Partenariats et rôle fédérateur*).
- **Résultat 5.** Capacité et engagement effectifs et avérés de tout le personnel en faveur d'une paix durable afin de travailler sur, dans et au-delà des conflits de manière à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et à favoriser le développement agricole, ainsi que le redressement et la reconstruction post-conflit pour les hommes et les femmes (*Gestion organisationnelle*).



# Priorités des politiques institutionnelles

Ce Cadre précise la façon dont la FAO va continuer à tirer parti de ses compétences, expériences et ressources essentielles pour exercer une influence directe et indirecte, à l'échelle pertinente, sur les relations multidimensionnelles existant entre l'alimentation, l'agriculture et la paix durable.

## Le rôle fédérateur et de plaidoyer de la FAO

La FAO utilisera son pouvoir de rassemblement pour inciter les États Membres, les partenaires (y compris les partenaires financiers) et les autres parties prenantes à examiner les modalités et à convenir de mesures nécessaires pour mieux exploiter ses compétences afin de promouvoir une paix durable en agissant sur, dans et au-delà des conflits.

La FAO s'appuiera sur son rôle de chef de file, de défenseur et de conseiller pour les questions liées à la sécurité alimentaire, et sur les liens avec les conflits et la paix pour:

- **atteindre un public plus large** pour tirer parti d'une portée, d'une échelle et d'un impact accrus dans l'instauration d'une paix durable;
- **mettre en évidence l'importance de l'agriculture**, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, de la sauvegarde des actifs agricoles et du développement durable afin de sensibiliser davantage à ces questions multidisciplinaires dans le contexte de la prévention des conflits et de la pérennisation de la paix;
- **mobiliser les ressources politiques, institutionnelles et financières** nécessaires pour lutter contre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition d'une manière proportionnée aux risques posés par chaque conflit.

## Innovations programmatiques

Dans le but d'atteindre la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, et reconnaissant que le changement transformationnel nécessaire à la construction de la paix passe par l'innovation, la FAO s'attachera à:

- **s'efforcer de mieux comprendre les causes profondes de l'instabilité, de la fragilité et de l'insécurité** dans les domaines relevant du mandat de la FAO afin d'éclairer les approches sensibles aux conflits et d'éviter de fragiliser les politiques et les actions visant à garantir une paix durable;
- **veiller à entreprendre systématiquement une analyse des risques de conflit**, en tenant compte des considérations de genre, indépendamment du contexte, et avec toutes les parties prenantes; Ces évaluations seront conçues de manière à prévenir le risque que toute initiative de la FAO contribue par inadvertance à accroître le risque de conflit ou à l'exacerber;

- **intégrer des approches sensibles aux conflits, fondées sur les droits et tenant compte des différences entre les sexes dans chaque fonction du cycle de projet;**
- **élaborer des méthodes d'évaluation de l'impact social** tenant compte des conflits et des différentes implications pour les hommes, les femmes et les jeunes, et les intégrer dans le cycle de projet institutionnel à des moments clés (par exemple lors de la formulation, du suivi et de l'évaluation);
- **accroître l'inclusion d'objectifs spécifiques pour prévenir, atténuer, mitiger et résoudre les conflits** dans les cadres de programmation par pays et les stratégies de résilience dans les contextes touchés par un conflit ou à risque, ainsi que dans les situations nationales et infrarégionales caractérisées par des phases dynamiques de fragilité;
- **étudier dans le cadre des missions intégrées des Nations Unies la manière dont l'architecture de paix et de sécurité peut compléter les activités visant à rétablir la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance**, par exemple en garantissant la protection de la production agricole et des routes commerciales locales;
- **tirer parti de mécanismes de financement plus prévisibles et plus souples**, par exemple, par l'intermédiaire du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement (SFERA) de la FAO, afin de renforcer sa capacité à répondre rapidement aux situations changeantes et aux besoins spécifiques à un contexte donné grâce à ses cadres de programmation par pays ou aux plateformes de financement créées à l'échelle mondiale par les Nations Unies et/ou la Banque mondiale.
- **rendre ses engagements humanitaires et de paix plus prévisibles et plus cohérents** grâce à la mise en place de capacités minimales dans certains bureaux nationaux.

### Suivi et alerte rapide

La FAO renforcera ses cadres et systèmes existants pour l'analyse des risques, la surveillance des menaces et des conflits afin de faciliter l'alerte et l'action précoces de ses bureaux, ainsi que du système des Nations Unies dans son ensemble et d'autres parties prenantes. La FAO va notamment:

- **renforcer les interactions entre la surveillance des risques de conflit, leur impact différencié sur les hommes, les femmes et les jeunes**, et les mesures spécifiques visant à gérer une série de conflits liés à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles.
- **fournir des informations relatives à la sécurité alimentaire afin de contribuer aux analyses multidisciplinaires** effectuées par une série d'acteurs, notamment au sein de l'architecture de consolidation de la paix et des missions politiques spéciales des Nations Unies, et informer régulièrement le Conseil de sécurité des Nations Unies sur les situations préoccupantes;

- **intensifier le déploiement de ses compétences dans l'application des informations d'alerte rapide** pour éclairer la conception des politiques et des approches en matière d'alerte précoce et action rapide avec les États Membres et d'autres partenaires;
- **élaborer et intégrer des marqueurs de conflit dans ses systèmes d'alerte précoce** et assurer une large couverture, y compris dans les contextes d'après-crise ainsi que dans les zones apparemment stables.

## Partenariats

Pour opérer un changement transformateur à l'appui d'une paix durable, certains partenariats de la FAO devront être repensés et l'accent devra être mis sur un engagement potentiel avec des partenaires plus locaux, en particulier ceux qui sont explicitement sensibles aux conflits. La FAO s'attachera à:

- **renforcer les liens avec l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies et le Groupe de la Banque mondiale en matière de fragilité, conflit et violence** ainsi qu'avec les plateformes multipartites qui rassemblent divers acteurs et communautés de praticiens;
- **développer les partenariats avec les acteurs qui sont également spécialisés dans la sauvegarde des vies humaines en assurant des moyens de subsistance dans les situations de conflit**, en particulier ceux qui apportent des compétences uniques dans les engagements sensibles aux conflits;
- **étudier les approches du secteur privé visant à soutenir les moyens de subsistance en cas de conflit; et s'engager auprès de la société civile locale, des organisations communautaires et des associations de la diaspora**, afin d'exploiter, de développer et d'aider à soutenir les capacités locales avec succès;
- **travailler avec les États Membres dans les pays en proie à des conflits** afin de préserver les allocations budgétaires nationales et les investissements nationaux en matière d'alimentation, de nutrition, d'agriculture et de gestion des ressources naturelles, de manière à promouvoir la sensibilité aux conflits et la pérennisation de la paix dans les situations d'après-crise;
- **collaborer avec des instituts universitaires et de recherche, des instances et des communautés de praticiens**, comme la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix, afin de faire progresser les connaissances et de constituer la base de données sur les contributions à une paix durable.

## Connaissance, analyse et évaluation

La FAO s'efforcera de résoudre le problème de la documentation restreinte sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture pour prévenir, atténuer et résoudre les conflits, et concentrera ses capacités de production et de diffusion des connaissances pour mieux faire connaître les moyens de promouvoir une paix durable. La FAO va étoffer la documentation disponible relative aux avantages économiques absolus et comparatifs des approches humanitaires basées sur les moyens de subsistance pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition dans les contextes de conflit.

## Gestion organisationnelle

La FAO renforcera les capacités du personnel concerné, y compris le personnel national, afin d'évaluer les risques de conflit et de concevoir des programmes adaptés aux conflits.

La FAO offrira au personnel clé la possibilité d'améliorer ses compétences en ce qui concerne la sensibilité aux conflits, la protection, les négociations avec les parties pour garantir la sécurité et l'accès, ainsi que les principes humanitaires, le droit international humanitaire et les droits de l'homme pour autant que ces instruments concernent l'alimentation et l'agriculture.

La FAO révisera ses pratiques en matière de ressources humaines afin de pouvoir attirer, retenir et déployer de manière compétitive un personnel qualifié prêt à travailler dans des contextes caractérisés par des conflits, sachant que de telles situations comportent des facteurs de stress uniques.

La FAO renforcera en outre les mesures de sûreté et de sécurité du personnel, des bureaux et des biens dans les contextes de conflit.

La FAO renforcera les mesures visant à mieux faire connaître ses politiques, règles et procédures en matière de conflits d'intérêts, de fraude, de népotisme et autres problèmes éthiques, notamment dans les bureaux décentralisés dans des contextes de conflit, sachant que les contextes de conflit peuvent être associés à des risques plus élevés de manquement à l'éthique.

Document de référence

## **Renforcer la contribution de la FAO à la pérennisation de la paix**



# Présentation

Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'est consacrée à relever les défis urgents auxquels sont confrontés les systèmes alimentaires et agricoles, ainsi que les populations mondiales qui en dépendent, sur terre comme en mer. Aussi bien destructeurs que constructifs, les innombrables conflits pour la sécurité des moyens de subsistance et le développement national caractérisant les filières relatives aux ressources naturelles font l'objet d'une attention constante. Compte tenu du travail mené par la FAO sur les aspects des systèmes alimentaires et agricoles, on sait depuis longtemps que l'agriculture, les ressources naturelles, la sécurité alimentaire et la nutrition peuvent être une source à la fois de paix et de conflit, de crise et de reconstruction, de tragédie et (comme le montre l'image en couverture) de salut.

Les conflits sont des luttes entre groupes interdépendants présentant des incompatibilités apparentes ou réelles en termes de besoins, de valeurs, d'objectifs, de ressources ou d'intentions. En tant que tel, le conflit est présent dans toutes les sociétés et peut être productif ou totalement désastreux. Cette définition inclut (sans s'y limiter) les conflits armés, à savoir les confrontations collectives violentes opposant au moins deux groupes d'acteurs étatiques ou non. En ce qui concerne le défi de pérennisation de la paix, le présent document se concentre sur les conflits menaçant ou entraînant des violences, ou aux conséquences dévastatrices, y compris les contextes où la fragilité accroît le risque de conflits préjudiciables et où des crises prolongées persistent.

Tous les pays ont un rôle à jouer pour soutenir une paix durable à travers les systèmes agricoles et alimentaires, y compris la sensibilisation des consommateurs dans les pays où la sécurité alimentaire et l'alimentation adéquate ne sont pas universelles et ceux où le développement de l'agriculture et des ressources naturelles peut entraîner ou exacerber le risque de conflit. On prend conscience de plus en plus de la manière dont l'insécurité alimentaire peut influencer les services sociaux, les systèmes politiques dans une partie du monde et la sécurité nationale ailleurs.

Via diverses approches techniques, politiques et juridiques, la FAO collabore depuis de nombreuses années avec les États Membres pour faciliter la gestion des conflits et limiter les conséquences des affrontements destructeurs. C'est une condition essentielle pour assurer la résilience du développement agricole et la gestion durable des ressources naturelles, ainsi que pour aider les populations vulnérables à retrouver leur dignité en temps de crise. Si les archives regorgent d'exemples de travaux menés par la FAO sur les facteurs de conflits (situations de conflit et aide au développement), le défi pour l'Organisation consiste à passer d'initiatives souvent idiosyncratiques à une approche plus systémique de la promotion d'une paix durable. Cela doit être réalisé dans le contexte du Cadre stratégique de la FAO, notamment par le biais des cadres de programmation par pays (CPP) et des stratégies de résilience, soutenant les objectifs de développement durable.

Compte tenu du Programme 2030 et des défis mondiaux à relever, la FAO renouvelle son engagement à approfondir ses contributions en faveur d'une

paix durable dans les domaines d'expertise, de compétence et d'avantage comparatif qui sont les siens. En mai 2016, le directeur général de la FAO a convoqué l'Alliance des Lauréats du prix Nobel de la Paix dans le but explicite de s'attaquer au double problème de la faim et de la violence. Dans cette optique, la direction de la FAO a demandé à l'Organisation de s'engager davantage dans sa contribution en faveur d'une paix durable afin d'améliorer l'état nutritionnel, l'efficacité de la production et de la distribution alimentaires et agricoles, les conditions de vie des populations rurales, de lutter contre la pauvreté et de libérer le monde du fléau qu'est la famine. L'objectif de ces efforts est de s'assurer que la FAO, à travers ses domaines de compétence et avantages comparatifs, ait un impact véritable et plus transformationnel grâce aux mesures suivantes: soutenir la sécurité alimentaire, la production d'aliments et l'utilisation durable des ressources naturelles parmi les populations frappées par des conflits; lorsque c'est possible et malgré une situation de conflit, favoriser la concrétisation des ODD au moyen d'approches qui tiennent compte des situations de conflit; et là où les systèmes alimentaires, les ressources naturelles ou l'insécurité alimentaire sont des facteurs de conflit, œuvrer directement à la réduction des risques de conflit.

Cette résolution résulte, en partie, de l'expérience de la FAO en matière de prévention, de gestion, de médiation et de reconstruction post-conflits. Cela constitue le fondement de l'environnement favorable instauré au sein de la FAO pour favoriser les contributions de l'Organisation en faveur d'une paix durable, notamment l'élaboration de politiques et directives opérationnelles connexes. Les efforts déployés jusqu'à présent ont été importants; l'appel à l'action est maintenant lancé pour que l'Organisation ait un impact d'autant plus notable et transformationnel sur la pérennisation de la paix.

Au fil du temps, la FAO travaille sur les conflits, en agissant sur les risques et facteurs de conflits liés aux ressources naturelles et à l'agriculture. Elle capitalise pour cela sur l'étendue de ses compétences techniques, ses partenariats et son pouvoir de mobilisation pour prévenir, limiter et résoudre les conflits dans lesquels l'alimentation, l'agriculture ou les ressources naturelles sont, ou pourraient être, des facteurs aggravants. Cela inclut des efforts pour résoudre les conflits afin de promouvoir l'agriculture, à travers une médiation entre communautés dépendantes de l'élevage pour promouvoir les services de santé animale, ou le renforcement des capacités pour limiter les conflits entre communautés dépendantes de la sylviculture et ainsi promouvoir la gestion durable des ressources naturelles. Le travail de l'Organisation concernant l'adaptation au changement climatique vise à réduire les futurs facteurs déclencheurs de conflit.

La FAO intervient dans les conflits pour sauver des vies et soutenir les moyens de subsistance, en proposant des voies de survie rentables et dignes, en protégeant les acquis du développement et en instaurant les bases du relèvement économique, environnemental et social. Les rôles de la FAO en situation de conflits incluent, entre autres, un soutien direct à la production agricole, à l'élevage de bétail, à la santé animale, à la pêche et à la nutrition. Elle contribue à réduire les violences sexuelles et sexistes

via un accès sûr aux combustibles et à l'énergie, coordonne les acteurs de la sécurité alimentaire et innove avec une protection sociale réactive face aux chocs pour les populations souffrant de carences alimentaires. Le développement de systèmes d'alerte rapide basés sur les risques a facilité la planification d'interventions précoces visant à faire face aux crises émergentes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.

La FAO travaille dans les conflits pour faire avancer le développement durable malgré ces derniers, en réduisant notamment la pauvreté, en s'attaquant aux inégalités, en promouvant des moyens de subsistance agricoles durables ainsi que la gestion des ressources naturelles, et en contribuant à la croissance économique des régions et pays touchés, ou potentiellement touchés, par un conflit. Cela oblige l'Organisation à modifier ses approches, en adoptant notamment une diligence raisonnable en matière de droits de l'homme et ainsi que des programmes sensibles aux conflits. L'engagement de la FAO à promouvoir le développement, même en temps de conflit, a renforcé la position unique de l'Organisation en tant qu'instance neutre.

L'expérience acquise par la FAO illustre l'ampleur de son engagement dans les régions en situation précaire<sup>1</sup> ou non, aussi bien à travers ses divisions techniques que ses bureaux décentralisés, en collaboration avec tout un éventail de partenaires. Cela souligne l'importance pour l'ensemble de l'Organisation (siège, bureaux décentralisés, toutes les divisions et tous les objectifs stratégiques) de s'engager à nouveau en faveur d'une paix durable en revoyant ses stratégies d'intervention en cas de risque de conflit destructeur.

Cette section vise à fournir des informations générales sur les efforts entrepris par la FAO pour créer un environnement plus favorable à la promotion d'une paix durable par le biais de l'alimentation et l'agriculture. Elle souligne également les limites du travail de la FAO dans ces domaines. Outre la présentation et la conclusion, le document comprend trois sections ainsi que trois annexes. La première section présente le contexte mondial et son évolution, y compris l'engagement en faveur d'approches systémiques chez l'ensemble des Membres des Nations Unies pour soutenir une paix durable. Cette section traite des liens entre les conflits et les chevaux de bataille de la FAO que sont: la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement durable, et met en évidence les relations entre les multiples facteurs et dynamiques de conflits.

Le document passe ensuite en revue les diverses contributions de la FAO à la pérennisation de la paix en examinant, tour à tour, le travail de l'Organisation dans le cadre et au-delà des conflits. Les discussions générales de cette section sont étayées par une annexe plus détaillée (annexe 3). La section «Bâtir l'avenir» porte sur les enseignements tirés des évaluations pertinentes de la FAO, lesquels ont conduit à l'élaboration d'un nouveau Cadre pour la Contribution de la FAO à la pérennisation de la paix dans le contexte du Programme 2030.

# Le contexte mondial et son évolution

## Pérennisation de la paix et système des Nations Unies

Né des cendres de la Seconde Guerre mondiale, l'objectif de la Charte des Nations Unies («... préserver les générations futures du fléau de la guerre») confère à l'Organisation des Nations Unies (ONU) un rôle unique dans la consolidation et le maintien de la paix. Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) est depuis le début le principal organe des Nations Unies chargé du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde, même si les principales responsabilités incombent également, tant individuellement que collectivement, aux Membres de l'Assemblée générale. Si la paix est une responsabilité universelle, la prévention des crises et la pérennisation de la paix sont partagées par l'ensemble du système des Nations Unies. Ces fondements de la Charte ont été renforcés ces dernières années par un certain nombre d'accords<sup>2</sup>, de résolutions<sup>3</sup> du CSNU, ainsi que par des rapports et des recommandations<sup>4</sup> connexes traitant des liens entre les trois piliers: le développement, la paix et la sécurité, et les droits de l'homme. Bien que leur degré d'interdépendance soit différent, chacun souligne que les trois piliers fondamentaux du système des Nations Unies sont liés entre eux et se renforcent mutuellement.

En 2015, les Nations Unies ont procédé à trois révisions majeures portant sur les opérations de paix, l'architecture de la consolidation de la paix et la mise en œuvre de la résolution 1325 du Conseil de sécurité sur le droit des femmes, la paix et la sécurité<sup>5</sup>. Ces révisions ont incité le CSNU à orienter son travail sur la gestion des conflits vers une approche accordant la priorité à la prévention de ces derniers, en se fondant sur les alertes rapides et l'analyse des risques. Elles soulignent la primauté absolue des solutions politiques à long terme, mais préconisent une plus grande hiérarchisation des priorités et des investissements dans le travail collectif des Nations Unies en matière d'alerte rapide, de prévention et de résolution des conflits. Cela inclut un engagement plus important dans les processus de soutien de la paix en ce qui concerne l'égalité des sexes et la participation des femmes, les partenariats collaboratifs et stratégiques ainsi que les approches privilégiant la dimension humaine. La centralité générale des droits a également été renforcée dans l'initiative «Les droits de l'homme avant tout» (*Human Rights Up Front Initiative*) du Secrétaire général de l'ONU.

En avril 2016, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont adopté des résolutions substantiellement identiques sur la consolidation de la paix, concluant<sup>6</sup> la révision 2015 de l'architecture de consolidation de la paix de l'ONU. Ces résolutions ont mis l'accent sur la «pérennisation de la paix» en tant que cadre fédérateur, avec un accent renouvelé sur la lutte contre les causes profondes des conflits. Le concept de «pérennisation de la paix» est censé englober les activités visant à prévenir le déclenchement, l'escalade, la persistance et la répétition d'un conflit. Les importantes contributions du système de développement de l'ONU en faveur de la consolidation de la paix ont été reconnues dans les résolutions, tandis que la nécessité de renforcer la coopération et la coordination a été soulignée.

Reconnaissant que les objectifs du Millénaire pour le développement ne traitent pas explicitement ni suffisamment des causes et conséquences des conflits à travers le monde, le Programme 2030 pour le développement durable exige des approches plus collaboratives en termes de prévention, médiation, résolution et relèvement des conflits. Le Programme 2030 reconnaît que la paix est une condition essentielle au développement et un résultat du développement à part entière, et que les conflits ont un impact négatif et peuvent entraver le développement durable.

L'un des dix-sept objectifs mondiaux de développement durable (ODD) vise à réduire sensiblement toutes formes de violence et nécessite un engagement auprès des gouvernements et des communautés pour trouver des solutions durables aux conflits et à l'insécurité (ODD 16). Pour réaliser les objectifs du Programme 2030, des efforts supplémentaires sont requis dans l'analyse multidimensionnelle des risques et des vulnérabilités afin d'étayer les programmes, politiques et activités sensibles aux conflits, les outils associés et de renforcer les capacités.

Le Sommet mondial sur l'action humanitaire 2016 a confirmé la nécessité d'accorder une plus grande attention aux causes profondes des conflits et de réduire les vulnérabilités en investissant davantage dans des sociétés inclusives et pacifiques. Les participants au Sommet ont appelé à renforcer l'engagement auprès des communautés, de la société civile et des jeunes, et à la participation égale des femmes aux processus de pérennisation de la paix<sup>7</sup>. Ils se sont engagés à renouveler les approches en matière de prévention des conflits basées sur les droits de l'homme (en particulier celles qui favorisent le développement durable), à s'intéresser à la prévention des crises et à lutter contre le changement climatique. Issus des milieux de l'aide humanitaire, du développement et du maintien de la paix, les acteurs se sont engagés à dépasser le clivage entre humanitaire et développement pour obtenir des résultats collectifs dans l'intérêt du Programme 2030. Cet engagement a été réitéré dans la Déclaration de Stockholm d'avril 2016 à l'occasion du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État. En outre, la résolution 2250 du Conseil de sécurité récemment adoptée sur la jeunesse, la paix et la sécurité comprend la reconnaissance formelle du rôle positif des jeunes femmes et des jeunes hommes dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales<sup>8</sup>.

Le Secrétaire général de l'ONU a appelé à un réengagement collectif de toutes les parties du système des Nations Unies à promouvoir la paix et prévenir les conflits, en s'appuyant sur (et dans le cadre de) la portée et l'orientation des missions de chaque organisation<sup>9</sup>. S'appuyer sur des forces complémentaires, investir dans des partenariats et remédier aux problèmes de fragmentation sont des domaines clés à cet égard, tout comme l'est une collaboration plus étroite au sein du système des Nations Unies afin de mieux soutenir les sociétés pacifiques, justes et inclusives. La restructuration qui a été proposée pour le pilier ONU du développement et le pilier ONU de la paix et de la sécurité donne également la priorité



à la prévention des conflits et au maintien de la paix, sans déroger au Programme 2030. Cette approche croisée du maintien de la paix exige des entités des Nations Unies qu'elles s'adaptent en conséquence, dans le cadre de leurs missions respectives. Le Secrétaire général de l'ONU a encouragé toutes les entités des Nations Unies à «... faire de la pérennisation de la paix un objectif essentiel auquel leur travail peut contribuer et à intégrer cette notion dans leurs plans stratégiques mondiaux et nationaux<sup>10</sup>.»

## Risques de conflits, sécurité alimentaire, nutrition et développement durable

La position de la FAO dans le système des Nations Unies oblige l'Organisation à relever nombre des défis du Programme 2030, en renforçant notamment ses contributions à la pérennisation de la paix. Plus pressantes encore que cet impératif institutionnel, ce sont les conséquences que les menaces pour une paix durable font peser sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture et les ressources naturelles.

De la guerre pure et simple aux protestations liées à la sécurité alimentaire, en passant par les tensions localisées concernant l'accès aux ressources naturelles et la concurrence pour l'exploitation des terres, les conflits destructeurs ont des effets négatifs majeurs et sans équivoque sur la faim, la nutrition et le développement durable en général. Ces conflits génèrent incertitude et instabilité, car ils réduisent les disponibilités alimentaires, perturbent l'accès aux denrées alimentaires, aux installations de préparation des aliments et aux ressources sanitaires, et sapent les systèmes de protection sociale établis et non formels<sup>11</sup>. La plupart des conflits armés frappent plus durement les zones rurales<sup>12</sup>, avec des conséquences très négatives sur la production agricole et les moyens de subsistance des populations. Les conflits violents sont un facteur majeur d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique et sévère dans le monde.

Les conflits déstabilisateurs empêchent les populations vulnérables et communautés à risque de disposer de l'ensemble des ressources nécessaires à la production alimentaire et agricole. Cela n'est ni accidentel ni fortuit. La confiscation forcée ou due à la corruption des ressources naturelles, la destruction des denrées alimentaires, le blocage de l'aide humanitaire ainsi que l'expulsion des populations de leurs territoires, habitations, lieux de pêche, zones de pâturage et autres ressources essentielles à la subsistance sont des tactiques de guerre délibérées. Cela constitue une violation du droit humanitaire international et des droits de l'homme qui interdisent spécifiquement de cibler les systèmes de production alimentaire, y compris les infrastructures d'irrigation, les cultures sur pied et entreposées, le bétail et autres sources de revenus et de sécurité alimentaire, ainsi que toute autre ressource de subsistance.

C'est un problème de grande ampleur. En 2016, près de la moitié de la population mondiale (soit quelque 3,34 milliards de personnes) était

impactée par la violence politique<sup>13</sup>. Les pauvres vivant dans des contextes qualifiés de «vulnérables», c'est-à-dire dans lesquels les politiques et les institutions gouvernementales sont faibles, rendant le pays incapable ou peu désireux de fournir des services à ses citoyens, de faire face aux chocs et aux crises internes/externes, de contrôler la corruption et/ou de faire entendre sa voix et de rendre des comptes, sont un sujet de préoccupation majeure. Plus de 90 pour cent des personnes en situation d'extrême pauvreté vivent dans des contextes fragiles, sont exposées aux risques de phénomènes climatiques extrêmes, ou les deux<sup>14</sup>. Lorsque les conflits se prolongent, la proportion de personnes sous-alimentées est presque trois fois plus élevée que la part de population des autres pays en développement. De manière significative, les contextes considérés comme extrêmement fragiles ou fragiles sont également ceux qui reposent principalement sur l'agriculture comme moyen de subsistance, lorsqu'évalués en termes de valeur ajoutée agricole en pourcentage du PIB<sup>15</sup>. Cela souligne encore l'importance du rôle de la FAO dans la pérennisation de la paix dans tels contextes.

Les conséquences d'un conflit destructeur, y compris les mesures extrêmes nécessaires à la survie, se manifestent souvent différemment selon l'âge, le sexe et le degré d'inclusion sociale. Les relations relatives au pouvoir et la marginalisation ont tendance à s'amplifier avec les pressions des contextes conflictuels. Les processus d'exploitation et d'exclusion liés aux conflits aggravent souvent les inégalités d'avant la crise ainsi que la pauvreté parmi les populations vulnérables, comme par exemple des populations très mobiles comme les éleveurs pastoraux et des propriétaires terriens qui se trouvent dans un régime foncier inapproprié. Les inégalités entre les sexes et les limites qui en découlent concernant l'accès des femmes aux ressources productives, aux services et à la prise de décision se traduisent par une vulnérabilité accrue dans tous les aspects des charges qui pèsent sur les femmes en matière de production, de soins et de gestion du ménage. Pour les hommes et les garçons en particulier, le recrutement dans les forces armées détourne la main-d'œuvre de la production agricole. Ces problèmes peuvent perdurer en raison des invalidités liées à la guerre, ainsi que d'autres facteurs tels que le manque de compétences traditionnelles et d'autres formes de connaissances.

Les conflits affectent directement et indirectement le développement agricole à court, moyen et long terme. L'inflation, l'instabilité des taux de change et la stagnation de la croissance liées aux conflits ont un impact sur presque tous les aspects des chaînes de valeur alimentaires et agricoles, y compris les finances, le transport, les intrants et la transformation. Bien que très divers, les conflits sont statistiquement liés à une baisse du PIB de deux points par an en moyenne. Entre 1970 et 1997, les pertes agricoles de l'ensemble des pays en développement dues aux conflits se sont élevées en moyenne à 4,3 milliards de dollars des États-Unis (ci-après dollars) par an; ce qui dépasse largement la valeur de l'aide au développement accordée à ces pays<sup>16</sup>. De même, la présence ou le risque de conflit décourage les investissements privés dans l'agriculture, même longtemps après la fin des conflits.

Il n'existe cependant pas d'estimations actuelles, complètes et globales des impacts des conflits sur l'agriculture et les ressources naturelles – ni en termes de dommages, de pertes et d'impact connexe sur le PIB sectoriel, ni en termes d'impacts sur les institutions, les ressources naturelles et le capital humain. Les études des conséquences au niveau national et infranational tendent à démontrer des impacts significatifs, non seulement pendant, mais aussi dans les années consécutives à la fin des conflits.

Un rapport de la Banque mondiale de 2014 estime par exemple que le conflit irakien, combinant effets directs de la guerre et effets indirects de la désintégration du commerce, a entraîné une baisse de 4,1 pour cent de la production agricole et une baisse de 10,2 pour cent de la production de produits alimentaires transformés<sup>17</sup>. Par rapport aux moyennes antérieures au conflit, la guerre civile en cours en République arabe syrienne a entraîné une baisse de 50 pour cent de la production de bétail et de 40 pour cent de la production de blé<sup>18</sup>; pertes qui devraient encore s'aggraver à mesure que le conflit perdure.

Durant la guerre civile en Angola (2013 à 2015), la part de la production agricole dans le PNB est passée de 29 pour cent en 1991 à 6 pour cent en 2000<sup>19</sup>. Plus récemment, au Soudan du Sud, le secteur de l'élevage, qui est une source de revenus essentielle, a perdu environ 2 milliards de dollars en PIB potentiel durant les années de guerre 2013-15<sup>20</sup>.

De même, entre 1991 et 2001 en Sierra Leone, 70 pour cent du bétail a été détruit et la production d'huile de palme et de riz a diminué de plus d'un quart. La production de certaines cultures a poursuivi son déclin dans les années qui ont suivi la fin de la guerre, notamment le café, tandis que d'autres ont mis des années à retrouver leur niveau d'avant-guerre, comme le cacao et la canne à sucre<sup>21</sup>.

Les effets à plus long terme s'expriment également par les niveaux de consommation individuelle, ainsi que par la réduction du potentiel d'investissement. Six ans après le génocide rwandais de 1994, les ménages et les communautés ayant connu un conflit plus intense ont enregistré un taux de consommation inférieur de 36 pour cent par rapport à ceux des autres régions. Au Burundi voisin, l'exposition à la violence au niveau individuel diminue de 16 à 18 pour cent la probabilité de cultiver du café quatre ans après la fin de la guerre<sup>22</sup>.

Les conséquences de l'insécurité alimentaire induite par les conflits ne se limitent plus à des pays ou des régions spécifiques, mais ont des répercussions mondiales. Les effets immédiats des conflits actuels se répercutent de plus en plus sur le paysage mondial au sens large, car les personnes touchées migrent entre les pays, les régions et les continents ainsi qu'à l'intérieur de ceux-ci afin de limiter les risques et les conséquences des conflits. En 2015, plus de 65 millions de personnes à travers le monde ont été déplacées de force, la majorité d'entre elles se trouvant dans des situations de déplacement prolongé.

## Insécurité alimentaire, conflits et causes sous-jacentes

Les causes profondes des conflits sont complexes, rarement linéaires, et influencées par une multitude de facteurs et d'acteurs. En 2015, plus d'un tiers des pays considérés comme fragiles ont subi des conflits, ce qui reflète les interrelations dynamiques entre pauvreté (y compris la famine), gouvernance et conflit<sup>23</sup>. Malgré une diminution à la fin des années 90 début des années 2000, la prévalence des conflits dans le monde (en particulier les conflits civils) a connu une recrudescence après 2008. Les conflits ont déstabilisé des régions entières, généré une misère indescriptible chez les familles et les communautés, augmenté de manière exponentielle le nombre de personnes déplacées de force et épuisé les ressources humanitaires mondiales<sup>24</sup>.

Les facteurs de conflits vont des tensions ethniques aux différences religieuses, en passant par la discrimination, la mauvaise gouvernance, les capacités limitées de l'État, la pression démographique, l'urbanisation rapide et d'autres facteurs comme la pauvreté et le chômage des jeunes. Certains de ces facteurs (mais certainement pas tous) sont spécifiquement liés aux missions et compétences de la FAO. Il s'agit notamment de ceux qui relèvent, entre autres, de la concurrence pour les territoires, l'eau et autres ressources naturelles, les multiples dimensions de l'insécurité alimentaire, la négligence des gouvernements dans les zones marginalisées (comme les paysages arides et semi-arides essentiels aux populations dépendantes du bétail, les zones rurales pauvres ou les zones de pêche de subsistance) ou la mauvaise gestion de l'environnement. Néanmoins, de nombreuses communautés confrontées aux risques de conflit accordent une importance démesurée à l'alimentation, à l'agriculture et aux ressources naturelles, sachant parfaitement que celles-ci sont aussi essentielles à leur survie que sources de pression et de conflits potentiels.

Les efforts visant à soutenir la sécurité alimentaire et l'agriculture peuvent avoir des effets négatifs involontaires, notamment accroître les risques de conflit. Cela peut résulter, par exemple, de politiques de développement agricole mal conçues, de programmes «recyclés» ou d'investissements mal orientés du secteur privé (y compris ceux réalisés dans le cadre du relèvement post-conflit). Historiquement, cela a déclenché ou exacerbé des conflits lorsque les droits d'occupation sont incertains ou lorsque les mesures prises génèrent des différends quant à l'exploitation des ressources ou possibilités d'emploi. L'incapacité à garantir des approches adaptées aux conflits peut accroître la concurrence et l'utilisation abusive de ressources naturelles rares, exacerber l'exploitation des populations marginalisées et amplifier les inégalités de pouvoir entre différents groupes, notamment entre hommes et femmes ou entre groupes ethniques.

Les gens peuvent recourir à la violence lorsque leur sécurité (y compris alimentaire) est menacée, en particulier en l'absence d'institutions formelles et informelles capables et désireuses d'atténuer ces risques.

L'insécurité alimentaire peut être l'une des nombreuses causes de conflit et traduire des griefs socio-économiques et politiques plus larges, notamment ceux liés à la pauvreté, au chômage, aux faibles revenus, aux salaires impayés, à la marginalisation, à la gouvernance et à l'accès aux services de base<sup>25</sup>. En 2008, par exemple, les prix élevés des denrées alimentaires ont occasionné des troubles civils dans une quarantaine de pays à travers le monde. Dans certains cas, la relation entre l'insécurité alimentaire et d'autres facteurs de conflit peut donner lieu à une interaction alarmante entre l'insécurité alimentaire et les préoccupations de sécurité intérieure. Dans des cas extrêmes, lorsque des liens existent entre la marginalisation sociale et politique, et la radicalisation sous diverses formes.

À cette problématique s'ajoute le facteur «âge». Depuis une dizaine d'années, l'implication des jeunes (en particulier des jeunes hommes, mais aussi de plus en plus de jeunes femmes) dans la violence et les groupes extrémistes a conduit certains à dépeindre la jeunesse en général comme une menace pour la sécurité et la stabilité mondiales. Mais les recherches montrent que les jeunes qui participent activement à la violence sont une minorité. La majorité des jeunes ne sont pas violents malgré les injustices, les privations et les abus auxquels ils peuvent être confrontés quotidiennement, en particulier en situation de conflit. En outre, un nombre croissant de preuves suggère que les jeunes femmes et hommes peuvent jouer et jouent effectivement un rôle actif en tant qu'acteurs d'un changement positif et constructif<sup>26</sup>.

Les conflits peuvent également aggraver d'autres impacts, et vice versa. Tout comme les conflits localisés peuvent avoir des ramifications au niveau international, les processus mondiaux peuvent également avoir une influence négative sur les risques de conflit. En outre, les catastrophes naturelles peuvent aggraver les conflits civils de par la raréfaction des ressources disponibles ou l'accentuation des inégalités entre groupes<sup>27</sup>. Les phénomènes météorologiques extrêmes liés au changement climatique devraient exacerber le besoin croissant d'aide humanitaire en contribuant aux risques de conflit et en augmentant la pression exercée sur les populations pour qu'elles se déplacent. Si le changement climatique en soi n'est pas nécessairement lié à la violence, le rapport entre la vulnérabilité au changement climatique et la fragilité institutionnelle et socio-économique plus large peut accroître le potentiel de conflit<sup>28</sup>. Ce «lien entre le climat et les conflits» se caractérise par la corrélation entre deux facteurs clés: la faiblesse des institutions et la fragilité sociale préexistante. Par exemple, lorsque les gouvernements ne sont pas équipés pour gérer les impacts du changement climatique, les risques de conflits peuvent s'accroître. Sachant, par exemple, que l'agriculture représente environ 70 pour cent de la consommation mondiale d'eau, l'accès à l'eau risque d'être de plus en plus prisé et disputé, jusqu'à constituer un risque de conflit dans des environnements caractérisés à la fois par la faiblesse des institutions et l'exposition au changement climatique<sup>29</sup>.

On constate de manière préoccupante que les réponses au changement climatique et aux catastrophes résultant (principalement) de risques naturels n'intègrent pas suffisamment d'approches adaptées aux conflits. Inversement, les processus formels de consolidation de la paix et de prévention des conflits ne prennent pas suffisamment en compte le changement climatique et les risques de catastrophes. Cela est dû en partie au fait que les analyses des risques et vulnérabilités portent principalement sur les vulnérabilités, crises et risques induits par les aléas naturels. En outre, il peut y avoir des obstacles politiques (et potentiellement des conséquences politiques) à une analyse rigoureuse des conflits, en particulier l'analyse de la dynamique du pouvoir. En conséquence, les causes sous-jacentes de la fragilité, de l'instabilité et du conflit sont rarement identifiées à temps et sont mal abordées.

Outre les défis croissants résultant du changement climatique, il existe un nombre grandissant de problèmes interdépendants à long terme qui peuvent avoir un impact ou être influencés par la prévalence des conflits, comme l'urbanisation et la transformation rurale, avec des implications connexes sur la disponibilité des ressources, la productivité agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition en général. Lorsque les institutions (aussi bien rurales qu'urbaines) ne sont pas équipées pour gérer des populations fluctuantes ainsi que l'allocation des ressources et la prestation de services, le potentiel de conflit peut augmenter.

# FAO et pérennisation de la paix

La FAO redouble d'efforts pour renforcer les liens entre le désir de vivre à l'abri du besoin et une paix durable.

L'universalité et l'ampleur du Programme 2030 ont des répercussions sur les missions de la FAO menées dans les milieux et contextes touchés par les conflits présentant des risques à des degrés divers allant au-delà de l'objectif de développement durable n° 16 sur les sociétés pacifiques et inclusives. Les objectifs de développement durable 1 et 2 sont axés sur l'éradication de la pauvreté et de la faim, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la promotion de l'agriculture durable. Le Programme 2030 considère la réalisation de ces objectifs comme l'élément essentiel pour atteindre l'objectif supplémentaire d'obtenir des sociétés pacifiques et inclusives où personne n'est laissé pour compte. Fort de ce constat, le directeur général de la FAO a déclaré au Conseil de sécurité des Nations Unies en mars 2016: «Il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable.»

Pour atteindre ces objectifs, la FAO s'appuie sur une longue expérience en matière de pérennisation de la paix. Dans le cadre de son mandat et en tirant parti de ses compétences clés, la FAO a soutenu des mesures visant à réduire les facteurs économiques, sociaux, politiques et environnementaux *ex ante* et *ex post* des conflits. L'Organisation travaille depuis longtemps et de manière bien établie à la réduction de la pauvreté et des inégalités, à l'éradication de la faim, à l'amélioration de l'agriculture et à la promotion de l'utilisation durable des ressources naturelles. L'agriculture et les systèmes alimentaires contribuent à créer des emplois, à fournir un revenu durable, à l'emploi des jeunes et à la promotion d'un développement territorial plus équitable, contribuant ainsi à réduire l'urbanisation rapide, l'épuisement des ressources et les migrations forcées.

Tant en période de conflit que de stabilité, la FAO joue un rôle unique dans la protection, la restauration et le développement des moyens de subsistance des agriculteurs, pêcheurs, éleveurs, forestiers et autres personnes dépendant de l'agriculture et de l'environnement des ressources naturelles pour leur subsistance, leur sécurité et leur prospérité. Les efforts de l'Organisation pour sauver des vies et créer une résilience à long terme sont des contributions importantes à la paix et à la stabilité dans les pays, les régions et au-delà. Telle est la stratégie des fondateurs de la FAO.

La FAO a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et s'est vu confier, entre autres missions, un rôle dans l'instauration et la pérennisation de la paix. Lors de la première session de la Conférence de la FAO, il a été déclaré que «... l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture est née d'une aspiration à la paix, autant que d'un désir de vivre à l'abri du besoin. Les deux sont interdépendants. Il est indispensable de libérer progressivement l'humanité du besoin pour atteindre une paix durable<sup>30</sup>.»

En outre, les fondateurs de la FAO ont pour ambition d'apporter «... la plus grande contribution possible à une vie plus saine et plus positive, et à une paix fondée sur une coopération quotidienne et concrète entre les peuples du monde entier<sup>31</sup>.» La Seconde Guerre mondiale s'étant terminée

moins de six mois auparavant, la période fut considérée comme propice au lancement d'une telle organisation. Un représentant déclara: *«Les forces armées ont cessé de se battre, mais une nouvelle armée apparaît maintenant; une armée de techniciens, d'agronomes, de scientifiques, d'ouvriers, qui commence à lutter contre la désorganisation, la pauvreté, la famine, l'incertitude et le mal»*. Bâtir un monde pacifique, ordonné et prospère ne pouvait attendre<sup>32</sup>.

Au cours des soixante-dix années qui ont suivi, le travail de la FAO a permis d'atteindre ces objectifs en se concentrant sur l'éradication de la pauvreté, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, y compris dans des contextes caractérisés par des risques de conflit. Au fil du temps et dans différents contextes, la FAO a tiré profit de ses compétences, expériences et relations, tant pour contribuer à des processus plus larges de pérennisation de la paix que pour lutter contre des facteurs de conflit spécifiques. En 2015, 25 pour cent des pays et territoires soutenus par la FAO dans le cadre de son Programme stratégique pour améliorer la résilience des moyens d'existence face aux menaces et aux crises connaissaient un conflit actif<sup>33</sup>. En 2016, le programme de la FAO mené dans les quinze pays les plus fragiles de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) était évalué à 212 millions de dollars, dont 48 millions destinés à la coopération technique.

Grâce à ces investissements, la FAO a développé une expertise considérable dans la gestion des situations de conflit et, surtout, dans les contextes où le risque de conflit pesait sur les domaines de l'agriculture, la sylviculture, la pêche, les ressources naturelles et la sécurité alimentaire. Bien qu'ils aient rarement été explicitement axés sur la pérennisation de la paix, ces efforts constituent la base des engagements de la FAO et de ses partenaires dans ce domaine, en particulier dans le cadre du Programme 2030. L'Organisation tend à s'appuyer sur ces expériences via une analyse plus approfondie pour identifier les meilleures pratiques, tout en reconnaissant que ses multiples formes (assistance, développement, investissement, humanitaire) ont le potentiel de contribuer à la pérennisation de la paix.

Les efforts de la FAO se concentrent sur les facteurs de conflits, leurs conséquences et les approches de développement au-delà du conflit<sup>34</sup>:

- Travail sur les facteurs de conflits: identifier les moyens de limiter, d'éviter, de transformer positivement et de résoudre les conflits dans lesquels l'alimentation, l'agriculture ou les ressources naturelles sont (ou peuvent potentiellement être) des facteurs de conflits, y compris limiter le risque de rechute dans un contexte de reconstruction et relèvement stratégiques post-conflit.
- Travail sur les conséquences des conflits: élaborer et mettre en œuvre des interventions visant à compenser les effets des conflits sur la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture et les ressources naturelles, en sauvant des vies et en soutenant les moyens de subsistance directement touchés par le(s) conflit(s).



- Travail sur des approches de développement au-delà des situations de conflit: continuer à faire progresser le développement dans les régions et pays touchés, ou potentiellement touchés par un ou plusieurs conflits d'une manière adaptée à ces derniers.

## Facteurs de conflit

La FAO s'appuie sur ses compétences techniques pour promouvoir directement une paix durable, en réduisant et/ou en traitant notamment les conflits avant qu'ils ne s'aggravent. En outre, lorsqu'il existe des opportunités dans les domaines de compétence de la FAO, l'Organisation s'efforce de réduire le risque de rechute dans les contextes d'après-crise: en s'engageant auprès des parties touchées par le conflit (hommes, femmes, jeunes et personnes âgées); en aidant les parties prenantes à s'attaquer aux causes profondes du conflit et à ses facteurs; via des mesures qui réduisent la fragilité et renforcent la stabilité; via des systèmes d'alerte précoce fondés sur les risques et débouchant sur une intervention rapide; et en offrant une expertise technique sur la dynamique des conflits afin d'identifier les points d'entrée et les solutions possibles.

En 2011, par exemple, le monde a été officiellement déclaré indemne de la peste bovine, une maladie mortelle du bétail. La campagne d'éradication de la peste bovine a contribué à améliorer la sécurité alimentaire des communautés d'éleveurs, mais aussi contribué à la paix et à la sécurité de populations plus larges. L'élimination de la peste bovine n'aurait pas été possible sans une approche de la santé animale adaptée aux conflits, car les derniers cas de la maladie ont été découverts au sein de communautés où les conflits avaient été déclenchés par des querelles de bétail. La FAO et divers partenaires ont formé des agents de santé animale communautaires (hommes et femmes) et négocié des pactes de paix entre groupes d'éleveurs rivaux comme condition préalable à la vaccination contre la peste bovine. Cela démontre le rôle mobilisateur de la FAO en tant qu'agence technique spécialisée neutre et respectée. Les vétérinaires et agents de santé animale communautaires continuent aujourd'hui à mettre leur expertise technique au service d'une paix durable.

Ces contributions à la pérennisation de la paix ne se limitent pas à la santé animale. La FAO est la principale institution technique des Nations Unies qui aide à prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles (terre, eau, pêche) en combinant le renforcement des capacités, les partenariats, le soutien politique, les directives d'application volontaire acceptées au niveau mondial et le déploiement stratégique du personnel technique. Elle s'appuie sur ses compétences pour promouvoir des approches adaptées aux conflits (doublées d'un soutien technique pour accroître l'efficacité de l'utilisation) et pour gérer des ressources limitées de manière inclusive et transparente, afin de contribuer à la cohabitation pacifique entre et au sein des groupes de population. En collaboration avec les communautés, les décideurs politiques et les spécialistes, la FAO tend à améliorer les compétences en matière de diagnostic en vue d'une évaluation, d'un suivi

et d'un apaisement proactifs des conflits d'ordre foncier. Elle a également soutenu la délimitation des terres communautaires<sup>35</sup>, le renforcement des capacités et la diffusion des connaissances, notamment des approches en matière de développement territorial participatif et négocié visant à réduire les désaccords fonciers et d'autres axées sur l'identification des causes sous-jacentes des problèmes d'accès aux ressources naturelles. Ces initiatives illustrent la manière dont les conseils, l'expertise technique et les outils développés au niveau mondial par la FAO facilitent la prévention et la résolution des conflits, et contribuent à créer des sociétés plus stables et plus équitables.

En partenariat avec les acteurs des opérations de paix des Nations Unies, la FAO s'est attaquée dans un certain nombre de pays à la démilitarisation des combattants, dont beaucoup étaient des jeunes hommes et femmes issus des zones rurales, dans le cadre de programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). La FAO a aidé ces anciens combattants à obtenir des moyens de subsistance économiques durables et productifs, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. L'amélioration des compétences et l'apport de capitaux dédiés aux moyens de subsistance agricoles sont aussi importants pour la sécurité alimentaire et les revenus que pour la cohésion sociale au sein des communautés où résident ces anciens combattants.

Les risques de conflit peuvent être accrus ou réduits, selon la conception des programmes, tels que ceux qui soutiennent les chaînes de valeur. La FAO a recours à des approches et programmes adaptés aux conflits afin de cibler les interventions visant à résoudre ces derniers, tout en apportant un soutien aux moyens de subsistance. Certains bureaux décentralisés de la FAO entreprennent initialement une analyse des conflits à l'échelle nationale, en utilisant ces informations pour éclairer la conception et la mise en œuvre des initiatives. Cela est essentiel pour éviter que les projets déséquilibrent les pouvoirs, influencent de manière inappropriée les droits de propriété ou d'autres facteurs qui pourraient involontairement renforcer les facteurs de conflit. Ces programmes peuvent inclure des forums sur l'anticipation et la résolution des problèmes, ou le renforcement des capacités des groupes concernés par la gestion des conflits. La FAO a par exemple soutenu des groupes d'écoute communautaires de femmes, d'hommes et de jeunes (appelés «clubs Dimitra») qui aident les populations locales à contribuer au développement et au renforcement de la résilience de leurs communautés. Les clubs sont devenus des agents de changement dans l'agriculture, mais aussi dans d'autres aspects de la société, en abordant des questions sensibles telles que le VIH/sida, le mariage précoce et les droits des femmes à hériter de la terre.

Dans le contexte des crises migratoires aussi bien mondiales que localisées, la FAO collabore avec les États Membres, les partenaires et les communautés touchées pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la migration forcée, notamment par la promotion de moyens de subsistance agricoles durables.

À cet égard, la FAO tend à:

- adresser les facteurs qui obligent les populations à se déplacer (notamment ceux liés aux catastrophes naturelles, aux conflits pour les ressources naturelles et à la détérioration de l'environnement et des moyens de subsistance dans les zones rurales);
- renforcer la résilience des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants ainsi que des communautés d'accueil;
- exploiter la contribution positive des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées et favoriser leur intégration.

## Durant les conflits

La FAO intervient dans les conflits pour sauver des vies, permettre aux habitants de rester au sein de leurs communautés, soutenir les populations déplacées et réfugiées, lutter contre la malnutrition, prévenir la destruction de l'environnement, la violence sexuelle et sexiste, rétablir la production alimentaire et protéger les systèmes agricoles. En mettant l'accent sur la dignité, la rentabilité comparative et la coordination des stratégies de réponse à plusieurs acteurs, la FAO déploie ses compétences dans les contextes de conflit pour faire face aux multiples menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition, et pour soutenir l'ensemble des stratégies de subsistance dont dépendent les populations à risque afin de gérer les risques et la vulnérabilité. En mettant au point des stratégies ayant un impact à la fois rapide et durable sur la sécurité alimentaire, la FAO facilite également la transition entre l'action humanitaire et les processus de développement.

La FAO s'engage notamment à fournir des données et des analyses sur les risques et vulnérabilités afin d'éclairer les prises de décision et les programmes, ainsi qu'un soutien aux systèmes d'alerte rapide afin de promouvoir des interventions précoces. Il s'agit d'un domaine dans lequel la FAO dispose d'un avantage comparatif exceptionnellement fort et qui recoupe toutes les compétences techniques de l'Organisation, notamment les évaluations de la sécurité semencière, les systèmes d'alerte rapide concernant l'élevage, le suivi des marchés et des prix alimentaires, le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), le modèle de mesure et d'analyse de l'indice de résilience (RIMA) ainsi que l'analyse des conséquences des conflits sur le secteur agricole. Les systèmes d'alerte rapide de la FAO sont essentiels pour indiquer l'évolution des risques de conflit et donc les possibilités d'action rapide. C'est notamment le cas lorsque l'analyse des vulnérabilités liées au changement climatique et les solutions de la FAO pour y faire face, ont été intégrées à l'analyse des risques de conflit afin d'atteindre de multiples objectifs.

Au niveau mondial, les bulletins d'alerte rapide sur les crises touchant la filière alimentaire présentent de manière opportune les relations entre les menaces pesant sur les chaînes alimentaires (maladies animales, zoonotiques, aquatiques et végétales, criquets, ravageurs et maladies des forêts) et les modèles de conflit. Les bulletins trimestriels d'alerte rapide et intervention précoce de la FAO traitent un large éventail de dangers, y compris les conflits. Étant donné l'interaction complexe entre les différents chocs et leur relation avec les risques de conflit, l'expertise de FAO demeure essentielle pour concevoir des systèmes d'alerte rapide adaptés aux niveaux mondial, régional, national et infranational, déterminer les indicateurs significatifs et interpréter les données.

Reconnaissant l'avantage comparatif de la FAO en tant qu'intermédiaire neutre, les États Membres se tournent régulièrement vers l'Organisation pour obtenir un soutien dans la coordination des interventions d'urgence multi-acteurs, y compris dans les pays touchés par les conflits. Avec le PAM, la FAO co-dirige le Module mondial d'action groupée en matière de sécurité alimentaire pour assurer la coordination des interventions en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture, l'évaluation des besoins, la mobilisation des ressources et pour identifier les complémentarités intersectorielles avec un large éventail de parties prenantes, notamment les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les institutions régionales, les organisations de la société civile, etc.

En tant que co-chef de file du groupe, la FAO respecte son engagement mondial à servir de fournisseur «de dernier recours». Elle répond aux modèles de risques et vulnérabilités souvent liées au genre dans les zones de conflit afin de rétablir les moyens de subsistance agricoles et la production alimentaire via des mesures d'urgence destinées aux groupes vulnérables, notamment dans le domaine de la production, la vente et l'alimentation. Ce soutien est orienté, de différentes façons, vers le développement des cultures, l'élevage, la sylviculture et les produits forestiers non ligneux, ainsi que vers des mesures visant à renforcer la biosécurité. Grâce au soutien techniquement solide et adapté de la FAO, les niveaux de production alimentaire ont été maintenus (et même accrus) dans plusieurs contextes de conflit. Outre préserver les moyens de subsistance, ces interventions améliorent la disponibilité, l'accès et la variété des aliments locaux, sans oublier les conséquences plus larges pour les communautés vulnérables sur le plan nutritionnel. De telles interventions se sont également révélées remarquablement rentables, notamment par rapport aux rations d'aide alimentaire d'urgence.

## Au-delà des situations de conflit

Les missions techniques liées au développement constituent une part importante des activités de la FAO. Bien qu'on distingue rarement l'action humanitaire du travail de développement dans les conflits (en particulier dans le contexte de crises prolongées), la FAO reste déterminée à obtenir des résultats en matière de développement dans les pays et les régions touchés par des conflits destructeurs. En 2016, 25 pour cent des programmes mis en œuvre par la FAO dans les quinze contextes les plus précaires au monde étaient liés à l'aide au développement. De tels efforts nécessitent une compréhension du contexte et une analyse claire des conflits afin de s'assurer que les interventions n'aggravent pas les risques de conflit et ne fassent pas du mal. Une telle approche du développement «adaptée aux conflits» se distingue des approches «floues» du développement.

Dans certaines situations de conflit, les stratégies de la FAO ont, entre autres objectifs de développement, contribué à développer la production alimentaire, maintenir les engagements des partenaires fournisseurs de ressources en matière de développement, améliorer les infrastructures agricoles, préserver les allocations budgétaires nationales dédiées à l'agriculture et aux ressources naturelles, réduire les menaces transfrontalières et promouvoir le commerce interrégional. Dans les situations de conflit et d'après-conflit, la FAO a encouragé les investissements responsables dans les systèmes agricoles et alimentaires afin de favoriser l'inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur et créer des emplois et générer des revenus dans les zones rurales. Le travail de la FAO sur les systèmes de protection sociale qui soient à long terme, prévisibles, axés sur les risques et adaptés aux crises est essentiel pour réduire la pauvreté et accélérer les progrès dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, tout en renforçant la résilience face aux menaces et aux crises et en favorisant le développement. Ces exemples montrent comment la riche expertise de l'Organisation en matière de production agricole, de sécurité semencière, de gestion des terres, d'adaptation face au changement climatique et de développement rural permet d'améliorer les résultats en matière de réduction de la pauvreté et de résilience dans les situations à risque.

En vue d'atteindre les objectifs de développement, il est important d'intégrer des approches adaptées aux conflits, fondées sur les droits et tenant compte des vulnérabilités liées au genre dans chaque fonction du cycle de programme, y compris l'élaboration des CPP et stratégies de résilience connexes visant à gérer les conflits (et autres crises). Mais, il est tout aussi important d'investir dans des systèmes fiables permettant de générer des données, de les analyser et de préserver la confiance de toutes les parties prenantes, y compris celles qui peuvent être en conflit les unes avec les autres. Le succès des missions de la FAO a souvent reposé sur une combinaison de ces approches et d'ingénieurs techniciens, d'un solide leadership et de partenariats engagés.

#### **Cadres de programmation de la FAO (CPP et CP) concernant les risques de conflit et/ou les communautés touchées par les conflits – exemples**

Afghanistan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cabo Verde, Cisjordanie et bande de Gaza, **Colombie**, Côte d'Ivoire, Égypte, Gambie, Géorgie, Ghana, Guatemala, Honduras, **Kenya**, Kirghizistan, Liban, Libéria, Mali, Mauritanie, Mozambique, Namibie, **Népal**, **Nigéria**, Pakistan, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Tchad et Yémen.

Des extraits tirés des pays mentionnés en gras dans la liste ci-dessus illustrent la manière dont les résultats obtenus dans le cadre des CPP ont été explicitement formulés dans le contexte des risques de conflit:

- Renforcement des capacités de l'État et de la société civile en vue d'affronter, de réduire et de faire face aux situations de risques environnementaux, sociaux et autres risques de conflits affectant les moyens de subsistance agricoles, et d'améliorer la résilience des communautés extrêmement vulnérables.
- Renforcement des capacités institutionnelles en vue d'améliorer la gestion et la gouvernance des terres, de la pêche, des forêts et autres ressources naturelles au niveau national, régional et des communautés, y compris le soutien à la gestion communautaire des ressources naturelles et les mécanismes de résolution des conflits liés aux ressources.
- Amélioration des pratiques en matière d'enregistrement et de gestion des terres en vue d'une production durable dans un environnement exempt de conflits.
- Amélioration du système d'alerte rapide/intervention précoce en cas de conflit couvrant les trois niveaux de la Fédération, qui offre une analyse des conflits tenant compte du genre et de l'équité, des orientations stratégiques (y compris des alternatives sans danger), ainsi que des conseils destinés aux décideurs, aux organismes, aux Organisations de la société civile et aux communautés.

Exemples tirés d'une recherche partielle des CPP/CP (document interne) en décembre 2016.

## Enseignements tirés des évaluations

Les diverses évaluations des résultats de la FAO fournissent des enseignements précieux et indiquent comment cette dernière peut améliorer son engagement en cas de conflit.<sup>36</sup> Malgré la diversité des contextes et domaines étudiés, les évaluations ont mis en évidence les points à améliorer, et notamment la nécessité de:

- une analyse plus solide du contexte et des conflits afin d'adapter les interventions et les approches ainsi que la capacité de réagir conformément à l'évolution rapide des situations;
- une solide analyse des conflits et de l'économie politique (en partenariat avec d'autres) afin de soutenir la programmation et d'évaluer les hypothèses sur lesquelles reposent les décisions et choix relatifs aux programmes;
- une meilleure compréhension des liens entre la sécurité alimentaire et l'agriculture d'une part, et la gestion et résolution des conflits d'autre part.

Certaines évaluations soulignent la nécessité d'étudier diverses façons d'aider au mieux les populations vulnérables à faire face aux contextes propres aux conflits déstabilisateurs. Il peut s'agir notamment de systèmes des transferts en espèces et de bons d'achat, de l'utilisation de stocks stratégiques dans des situations de conflit récurrent et d'autres mécanismes qui peuvent être mis en œuvre rapidement. En outre, les évaluations exigent de la FAO qu'elle s'appuie sur ses principaux avantages comparatifs en tant qu'organisme technique et renforce ses compétences dans les domaines liés au suivi et à l'analyse des dynamiques de conflit liées à l'alimentation et à l'agriculture.

Plusieurs évaluations soulignent l'approche proactive adoptée par la FAO pour adapter les pratiques actuelles afin de cibler les interventions en tenant compte du conflit, notamment ses bons résultats dans le calcul des risques et l'adaptation des interventions en vue d'optimiser son efficacité et de maintenir sa capacité à poursuivre ses activités dans des environnements où règnent parfois des tensions politiques. Dans le même temps, diverses évaluations suggèrent également un changement de modèle dans la manière dont la FAO gère les situations de conflit, qui tienne compte de l'impact des interventions sur le conflit et la paix.

Certaines évaluations soulèvent plus précisément des préoccupations quant à la nécessité pour la FAO de s'intéresser davantage à la compréhension des éléments (de son propre travail) contribuant à la paix ou aux conflits, et au fait que de nombreux conflits relèvent de l'échec des interventions passées en faveur du développement. Les évaluations sont des ressources constructives sur lesquelles peut s'appuyer la FAO pour contribuer à la pérennisation de la paix.

## Nouveau cadre relatif à la contribution de la FAO à la pérennisation de la paix dans le contexte du Programme 2030

Le cadre stratégique 2010-2019 de la FAO comprend cinq objectifs stratégiques majeurs:

1. éradiquer la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition;
2. rendre l'agriculture, la sylviculture et la pêche plus productives et plus durables;
3. réduire la pauvreté rurale;
4. mettre en place des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et efficaces;
5. accroître la résilience des moyens de subsistance face aux menaces et aux crises.

Tous les objectifs stratégiques de la FAO visent à promouvoir une paix durable. En outre, plusieurs politiques traitent à la fois implicitement et explicitement d'aspects importants de la contribution de l'Organisation à une paix durable.

Ces politiques visent, en tout ou partie, à améliorer le cadre de gouvernance afin d'éviter les conflits destructeurs et, à défaut, de limiter les conséquences et implications de ces conflits. Chacune partage des points essentiels soutenant une paix durable via une collecte spécifique et opportune de données, des cadres de suivi visant à orienter et adapter les interventions et les politiques nationales, ainsi que des approches centrées sur les personnes.

Cependant, aucune ne reflète pleinement la profondeur et l'ampleur des contributions de la FAO envers une paix durable.

Le 26 mars 2016, le directeur général de la FAO s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU<sup>37</sup>. Rappelant que «là où la sécurité alimentaire peut faire figure de force garantissant la stabilité, nous devons considérer l'alimentation et l'agriculture comme des chemins vers la paix et la sécurité», le directeur général a annoncé que la FAO allait élaborer un cadre visant à renforcer la contribution de l'Organisation envers une paix durable dans le contexte du Programme 2030; engagement qu'il a renouvelé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire en mai 2016.

L'élaboration d'un cadre préalable, «Contribution de la FAO à la pérennisation de la paix dans le contexte du Programme 2030», a débuté immédiatement après la prise de ces engagements. Reconnaissant qu'une paix durable passe par des solutions politiques et que son maintien est un processus intrinsèquement politique<sup>38</sup>, le nouveau Cadre vise à promouvoir toutes les interventions de la FAO susceptibles de contribuer à limiter les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs envers une paix durable dans le cadre du mandat de l'Organisation. Compte tenu des relations multiples entre l'alimentation, l'agriculture et la paix durable, le Cadre comprend les travaux de la FAO à tous les niveaux et dans tous les contextes; c'est-à-dire qu'il ne se limite pas à ceux impliqués



dans des conflits violents, aux pays touchés par des conflits, aux pays en crise ou à ceux qui connaissent des zones dynamiques de vulnérabilité transfrontalières et au sein même des pays.

## Domaines d'activité de la FAO

### Exemples de planification du travail 2016-2017: indicateurs de résultat pour les responsables de l'exécution

**Résultat 1.1.2** Améliorer la capacité des gouvernements et des parties prenantes à élaborer et mettre en œuvre des cadres juridiques et des mécanismes de responsabilisation afin de garantir le droit à une alimentation adéquate et promouvoir un accès sûr et équitable aux ressources et aux biens

**Résultat 2.2.1** Les pays sont épaulés pour analyser les problèmes de gouvernance et les options en matière de production agricole durable et de gestion durable des ressources naturelles

**Résultat 2.2.2** Les pays sont épaulés pour renforcer les cadres nationaux de gouvernance qui encouragent la production agricole durable et la gestion durable des ressources naturelles

**Résultat 2.3.2** Les parties prenantes sont épaulées afin de mieux cibler et prendre en compte les secteurs agricoles dans les instruments internationaux, les mécanismes de gouvernance, les processus et les partenariats pertinents au mandat de la FAO, mais qui ne relèvent pas encore de cette dernière

**Résultat 2.4.3** Une aide est fournie aux institutions au niveau national et régional afin de renforcer leurs capacités à planifier et mener à bien la collecte, l'analyse, l'application et la diffusion des données

**Résultat 3.1.1** Aide au renforcement des organisations et des institutions rurales, ainsi qu'à l'autonomisation des populations rurales pauvres

**Résultat 3.1.5** Conseils stratégiques intersectoriels et renforcement des capacités en vue d'élaborer des stratégies équitables et durables de développement rural et de réduction de la pauvreté

**Résultat 3.2.1** Soutien des politiques basé sur des données factuelles et développement des capacités en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes générateurs d'emplois ruraux décents, avec un accent mis sur l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes issus des populations rurales

**Résultat 3.3.1** Conseils stratégiques, renforcement des capacités et recommandations fournies pour améliorer les systèmes de protection sociale afin de favoriser un développement rural équitable et durable, de réduire la pauvreté, et d'améliorer la sécurité alimentaire ainsi que la nutrition

**Résultat 3.3.2** Amélioration des systèmes d'information et des instruments de connaissance basés sur des

données factuelles afin d'évaluer l'impact des mécanismes de protection sociale sur la réduction des inégalités, l'amélioration des moyens de subsistance en milieu rural et le renforcement de la capacité des populations rurales pauvres à gérer les risques

**Résultat 4.3.2** Soutien des organismes de placement publics et privés pour accroître les investissements responsables dans des systèmes agroalimentaires efficaces et inclusifs

**Résultat 4.3.3** Mise en place de systèmes et soutien des pays pour contrôler, analyser et gérer l'impact des politiques commerciales, alimentaires et agricoles sur les systèmes alimentaires

**Résultat 5.1.1** Améliorer les capacités à formuler et à promouvoir des politiques, stratégies et plans de réduction des risques et de gestion de crises

**Résultat 5.1.2** Améliorer la coordination, la programmation des investissements et les stratégies de mobilisation des ressources en vue de réduire les risques et faciliter la gestion des crises

**Résultat 5.2.1** Mise en place/Amélioration des mécanismes visant à identifier et surveiller les menaces, évaluer les risques, et fournir une alerte précoce

**Résultat 5.2.2** Améliorer les capacités d'évaluation des facteurs de vulnérabilité et de résilience des communautés/moyens de subsistance

**Résultat 5.3.1** Améliorer les capacités des pays, des communautés et des principales parties prenantes à mettre en œuvre de bonnes pratiques de prévention afin de réduire l'impact des menaces et des crises

**Résultat 5.3.2** Améliorer les capacités des pays et des principales parties prenantes à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience des communautés exposées aux menaces et aux crises

**Résultat 5.4.1** Améliorer les capacités des autorités nationales et des parties prenantes en matière de préparation en cas d'urgence afin de réduire l'impact des crises

**Résultat 5.4.2** Renforcer les capacités de coordination en vue d'une meilleure préparation et d'une meilleure réponse face aux crises

**Résultat 5.4.3** Renforcement des capacités des autorités nationales et des parties prenantes en matière de réponse aux crises

Le Cadre et les directives opérationnelles qui s'y rapportent visent à orienter l'engagement de la FAO auprès des gouvernements ainsi que des nombreux acteurs soutenant la paix, le développement et l'aide humanitaire dans le cadre des activités de l'Organisation, dans les contextes à risque de conflit. Tel qu'il est actuellement conçu, le Cadre donnera lieu à cinq résultats quantifiables:

1. L'intégration des concepts, des indicateurs et des enseignements tirés (reflétant l'importance du genre et de l'âge) contribuant à une paix durable parmi les cinq objectifs stratégiques de la FAO et parmi les bureaux régionaux, nationaux et le siège.
2. Un solide portefeuille mondial d'engagements financés de manière flexible pour soutenir une paix durable et comportant des résultats mesurables.
3. L'amélioration de la base de données factuelles et le renforcement des systèmes de suivi axés sur les liens entre la sécurité alimentaire, la nutrition et la paix, et sur l'efficacité des diverses approches.
4. De nouvelles coalitions, nouveaux partenariats et nouveaux rôles de leadership au niveau national et mondial en faveur d'une paix durable.
5. Capacité et engagement avérés de tous les membres du personnel à œuvrer en faveur d'une paix durable en cas de conflit en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et favoriser le développement agricole ainsi que la reconstruction après les conflits.

Pour atteindre ces résultats, le Cadre portera sur un éventail de fonctions et de ressources de la FAO en vue d'améliorer les contributions en faveur d'une paix durable. Cela comprend les rôles fédérateur et de plaidoyer de l'Organisation, les innovations programmatiques, le suivi et l'évaluation, les partenariats, ainsi que les connaissances, les analyses et les évaluations.

### Rôles fédérateur et de plaidoyer de la FAO

En tirant parti de sa position d'organisme spécialisé neutre et respecté, la FAO a souvent joué un rôle fédérateur qui a permis aux parties en conflit (ou susceptibles de l'être) de se réunir pour traiter de questions spécifiques et trouver un consensus. Cela va des réunions entre hommes, femmes, jeunes et personnes âgées «sur le terrain», aux processus mondiaux visant à établir des directives, des codes de conduite et des principes en faveur d'une gestion responsable des ressources naturelles et financières mondiales par rapport à l'alimentation et l'agriculture. L'expérience de la FAO en matière de collaboration avec les gouvernements, les organisations internationales, les organismes régionaux, les ONG locales et internationales, les partenaires locaux et nationaux, ainsi que les communautés, lui confère une position unique d'organe fédérateur dans les discussions plus larges sur la nature des engagements par rapport aux conflits inhérents aux (ou ayant un impact sur) systèmes alimentaires et agricoles.

Le Cadre vise à renseigner sur la manière dont la FAO entend utiliser ces capacités fédératrices pour inciter les États Membres, les partenaires (y compris les partenaires de ressources) et autres parties prenantes

à considérer les modalités et convenir des mesures visant à tirer plus efficacement parti de ses compétences pour faire progresser la paix durable en cas de conflit. En renforçant cet aspect du rôle fédérateur de la FAO, l'Organisation devrait alors être en mesure de jouer un rôle plus important dans la prévention et la résolution des conflits, ainsi que dans la revendication des domaines relevant de ses compétences et de son mandat. En s'appuyant sur son rôle de chef de file et d'accompagnement sur les questions liées à la sécurité alimentaire et sur les liens entre l'alimentation, l'agriculture et la paix durable, la FAO espère atteindre un public plus large pour tirer parti d'un cadre, d'une échelle et d'un impact renforcés pour parvenir à une paix durable. Via ces opportunités, la FAO tend à souligner l'importance de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi que du développement durable pour sensibiliser davantage à ces questions multidisciplinaires dans le contexte de la prévention des conflits et de la paix durable. Entre autres efforts, la FAO doit encourager les ressources politiques, institutionnelles et financières nécessaires à combattre la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition, proportionnellement aux risques inhérents à chaque conflit.

### Innovations programmatiques

L'expertise technique de la FAO inclut d'importantes recherches, innovations et collectes de données couvrant de multiples dimensions de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris leur dynamique liée au genre, la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles (y compris la terre, l'eau, l'air, le climat et les ressources génétiques), les systèmes agricoles et alimentaires, les programmes tenant compte de la parité hommes-femmes, la santé animale, la salubrité des aliments, les moyens d'existence, la production végétale et animale, le régime foncier, les chaînes de valeur, les investissements, la protection sociale, l'emploi rural et des jeunes, la réduction de la pauvreté, etc. Cette expertise technique est déterminante dans l'identification de solutions sur l'ensemble du spectre des conflits. Toutefois, l'Organisation reconnaît qu'il faut continuer à innover pour opérer le changement transformationnel nécessaire à l'établissement de la paix dans l'intérêt de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour tous.

Le Cadre devrait permettre à l'Organisation de mieux cerner les causes profondes (liées à l'alimentation et à l'agriculture) de l'instabilité, de la fragilité et de l'insécurité, qui détermineront les approches inhérentes aux conflits tout en évitant de compromettre les politiques et les actions visant à garantir une paix durable. Cela implique d'entreprendre systématiquement une analyse des risques liés au conflit, quel que soit le contexte ou de s'engager auprès de toutes les parties prenantes concernées. Ces évaluations visent à éviter que toute initiative de la FAO influe négativement sur le risque de conflit. Afin de disposer des ressources nécessaires, la FAO devra développer davantage les méthodologies d'évaluation de l'impact social et les intégrer dans le cycle du projet de l'Organisation à des moments clés (par exemple, dans

l'étape de la formulation, du suivi et de l'évaluation). En outre, il convient d'investir dans la formation de son personnel et de ses contreparties sur la manière dont les interventions en matière d'alimentation, d'agriculture et de gestion des ressources naturelles peuvent prévenir et réduire les risques de conflit, et promouvoir un relèvement post-conflit qui contribue à une paix durable.

À travers des orientations, le renforcement de capacités et des révisions techniques, la FAO peut intégrer davantage d'objectifs spécifiques visant à prévenir, réduire et résoudre les conflits dans les CPP, ainsi que dans les stratégies de résilience<sup>39</sup>, les programmes et projets menés dans les pays en conflit ou à risque, ainsi que dans les contextes nationaux et transfrontaliers caractérisés par un état de fragilité dynamique. Pour leur part, il serait judicieux que les bureaux décentralisés disposent des capacités et du mandat nécessaires pour procéder à une analyse périodique des risques de conflit relevant du portefeuille actuel d'engagements figurant dans chaque CPP.

Le Cadre doit permettre à l'Organisation de s'appuyer sur sa base de connaissances, ses pratiques actuelles et son expérience pour créer avec ses contreparties et partenaires un environnement propice à l'élaboration d'approches créatives et proactives visant à prévenir les conflits, réduire les risques de conflit, préserver la sécurité alimentaire et la nutrition durant les conflits et promouvoir le relèvement post-conflit. Dans le cadre de ces initiatives, la FAO entend renforcer ses efforts pour stimuler la demande de produits agricoles socialement responsables, la gestion des chaînes de valeur et des ressources naturelles, afin de générer des revenus durables pour les producteurs, l'industrie et les États Membres.

De tels efforts nécessitent des ressources. La FAO pourrait avoir besoin de mettre au point des mécanismes de financement plus souples, par le biais, par exemple, du Fonds spécial pour les activités d'urgence et de relèvement (SFERA) ou de mécanismes similaires, afin d'être mieux à même de réagir rapidement dans des situations changeantes et de répondre à des besoins spécifiques par le biais de ses CPP. La FAO peut renforcer ses capacités décentralisées pour s'engager de manière substantielle dans des mécanismes de financement pluri-institutionnels, notamment la Plateforme pour la paix du Groupe de la Banque mondiale, le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) et le Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS), sans compter les fonds communs nationaux, afin de soutenir des activités programmatiques visant à prévenir tout nouveau conflit.

Dans le même ordre d'idées, la FAO devra déterminer la manière dont les ressources inhérentes aux missions des Nations Unies peuvent compléter plus efficacement les activités visant à rétablir la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, en assurant par exemple la protection de la production agricole et des routes commerciales locales, ou la protection du personnel, des biens et des partenaires de la FAO lorsqu'ils travaillent sur des zones de conflit.

Le Cadre est destiné à soutenir les efforts de la FAO en matière d'anticipation et de cohérence dans ses engagements humanitaires par l'établissement d'exigences minimales pour ses bureaux décentralisés vis-à-vis de la programmation (y compris les responsabilités de coordination) de la sécurité alimentaire, la nutrition, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et des ressources naturelles en situation de conflit. L'un des aspects de cette approche vise à renforcer les capacités des bureaux décentralisés par le biais d'un meilleur accompagnement. D'après les avantages comparatifs sectoriels, thématiques et normatifs spécifiques de la FAO, il est prévu que cette dernière se consacre au développement stratégique et systématique des capacités de ses contreparties, partenaires et bureaux décentralisés dans le cadre d'approches éprouvées visant à soutenir les systèmes de subsistance des communautés à risque.

### Suivi et alerte rapide

La FAO est un leader mondial dans la collecte de données sur l'agriculture, la sylviculture, la pêche, la sécurité alimentaire et la nutrition. Son expertise dans l'analyse de la sécurité alimentaire et l'évaluation de la résilience constitue la base de connaissances nécessaire à la prise de décisions éclairées des gouvernements et autres partenaires. La FAO entend renforcer les cadres et systèmes d'analyse de risques, de surveillance des menaces et de suivi des conflits afin que ses bureaux ainsi que le système des Nations Unies dans son ensemble, les partenaires du Module d'action groupée en matière de sécurité alimentaire et autres parties prenantes puissent anticiper ces situations. La FAO est bien placée pour resserrer les liens entre la surveillance des risques de conflit et les mesures spécifiques visant à traiter toute une série de conflits liés à l'alimentation, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et aux ressources naturelles, y compris leurs différents impacts sur les hommes, les femmes, les personnes âgées, les jeunes et les enfants. Elle peut intégrer des indicateurs de conflit potentiel dans les systèmes d'alerte précoce gérés ou soutenus par l'Organisation et assurera une large couverture, y compris dans les contextes d'après-crise ainsi que dans les zones apparemment stables.

La FAO entend élargir son expertise à l'application des informations fournies par les mécanismes d'alerte précoce afin d'éclairer les politiques et approches en matière d'alerte rapide et intervention précoce (EWEA) des États Membres et autres partenaires. Cela passe par l'apport d'informations sur la sécurité alimentaire pour contribuer aux analyses multidisciplinaires, et par les efforts continus pour informer le Conseil de sécurité des Nations Unies ainsi que ses organes politiques et de paix sur les situations préoccupantes.

## Partenariats

La FAO a acquis une expérience significative en collaborant avec de nombreuses parties prenantes différentes, notamment des ONG, des organisations de la société civile, des sociétés professionnelles, des groupes religieux, des institutions du secteur privé, des contreparties ministériels, des experts techniques nationaux, des donateurs, des organismes régionaux, les organisation des Nations Unies basés à Rome et autres organismes de l'ONU. Ces partenariats étroits (faisant souvent le lien entre les actions humanitaires et mesures de développement, et témoignant de la présence continue de la FAO dans les pays) ont donné lieu à des relations durables rendant la FAO plus efficace sur le terrain et lui permettant de réagir rapidement et de manière coordonnée.

Opérer un changement transformateur de ses approches en faveur d'une paix durable implique de remodeler la nature de certains partenariats et se concentrer sur la collaboration potentielle avec des partenaires plus locaux, en particulier ceux directement concernés par les conflits. En tant qu'organisme neutre, la FAO peut tirer parti de la valeur du capital politique acquis grâce à ses travaux techniques dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des ressources naturelles auprès des communautés à risque afin de s'engager davantage dans la prévention, la réduction et la résolution des conflits. En complément, il est prévu que la FAO approfondisse ses approches actuelles et en développe de nouvelles, basées sur ses compétences techniques, afin d'appréhender les diverses dimensions économiques, politiques, sociales, générationnelles, genrées et psychosociales des risques de conflit.

En collaboration avec les États Membres, la FAO doit intervenir dans les pays en conflit en vue de préserver les allocations budgétaires et investissements nationaux dans l'alimentation, la nutrition, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, ainsi que la gestion des ressources naturelles. Il s'agit notamment de mettre en place des coalitions chargées de gérer les investissements dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la production alimentaire et la gestion des ressources naturelles dans les régions ou pays touchés par des conflits, notamment pour instaurer une paix durable dans un contexte d'après-crise. En outre, la FAO entend approfondir ses collaborations stratégiques avec les universités et institutions de recherche axées sur les rapports entre la production alimentaire, la sécurité alimentaire, les conflits et la paix durable, en recueillant des preuves et des connaissances afin d'éclairer les politiques et les actions.

À l'avenir, le Cadre devra examiner comment la FAO peut renforcer et adapter ses partenariats existants, si nécessaire, et négocier des accords avec de nouveaux partenaires. Cela passe notamment par des liens avec l'architecture de paix et de sécurité de l'ONU (notamment le Département des opérations de maintien de la paix, la Commission de consolidation de la paix, l'Unité d'appui et le Fonds pour la consolidation de la paix), ainsi que les plateformes réunissant divers acteurs et communautés de pratique (par exemple, la Plateforme de Genève pour la consolidation de la paix). La FAO entend favoriser les partenariats avec les organes spécialisés dans le

sauvetage de vies par le biais des moyens de subsistance en cas de conflit; démontrer son engagement sur les liens entre l'insécurité alimentaire liée aux conflits au niveau international et les préoccupations de sécurité nationale; étudier les approches du secteur privé soutenant les moyens de subsistance en situation de conflit; et aider la société civile locale ainsi que les organisations communautaires à renforcer leurs capacités et trouver de l'aide lorsque cela est possible.

## Connaissances, analyse et évaluation

Les communautés de connaissance du monde entier s'efforcent de comprendre pourquoi et comment les conflits deviennent destructeurs, ainsi que le rôle des systèmes alimentaires et agricoles et des ressources naturelles dans cette dynamique. Pour chaque affirmation théorique décrivant ces relations, la base de données présente des lacunes, en particulier au niveau macro. Des questions essentielles demeurent. Le changement climatique va-t-il accroître les conflits au sein des communautés rurales? La disette conduit-elle à des conflits violents? Dans quelles conditions la faim devient-elle un facteur de conflit? Quels sont les meilleurs indicateurs à surveiller afin de protéger les systèmes alimentaires et agricoles? Comment les nations qui sortent d'un conflit doivent-elles rationaliser au mieux les ressources afin de promouvoir un développement agricole durable? Quelles sont les méthodologies les plus appropriées pour estimer l'impact global des conflits violents sur l'alimentation, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et les ressources naturelles sur les hommes, les femmes et les enfants? En tant qu'organisation fondée sur la connaissance, la FAO a un rôle majeur à jouer pour lever le voile sur ces questions.

En outre, elle est l'institution centrale en matière de collecte de données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. À travers l'acquisition de données et leur analyse, la FAO a également développé une expertise dans l'utilisation de ces informations pour appuyer la prise de décisions et éclairer la conception de politiques et d'approches par les gouvernements et autres partenaires. La FAO entend bien tirer parti de son avantage comparatif en matière d'analyse technique et de diffusion de l'information afin de contribuer plus efficacement à une paix durable.

La FAO peut maintenant traiter la documentation sur les meilleures pratiques dans le domaine de l'alimentation, de l'agriculture, la sylviculture et la pêche pour la prévention, la réduction et la résolution des conflits. Elle peut notamment intensifier ses efforts pour documenter et diffuser les meilleures pratiques, dans les domaines suivants: protection des acquis du développement alimentaire et agricole dans les communautés, pays et régions en conflit; établissement de liens entre les efforts humanitaires et mesures de développement pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle; cohérence entre les principes humanitaires, les obligations en matière de droits de l'homme et les approches en matière de développement dans les pays en situation de conflit; et établissement d'une paix durable dans un contexte d'après-crise.

## Promouvoir une paix durable par la connaissance

### Exemples choisis au fil du temps

*Water Harvesting for Peacebuilding in South Sudan: An Assessment of Livestock Water Harvesting Structures in Eastern Equatoria, Western Equatoria, and Lakes States.* FAO, Ministry of Electricity, Dams, Irrigation and Water Resources, UNEP and PBSO. 2015. FAO, Juba.

*«Hope is the Engine of Life»; «Hope Dies with the Person»: Analysis of Meaning Making in FAO-Supported North Caucasus Communities Using the «Sense and Sensibilities of Coherence» (SSOC) Methodology.* Parker J. et al, 2013. *Journal of Loss and Trauma: International Perspectives on Stress & Coping*, 18:2, 140-151.

*Collaborative conflict management for enhanced national forest programmes (NFPS): manuel de formation.* Engel A. 2012. FAO, Rome.

*Dialogue, consensus and vision: Participatory and negotiated territorial development – more than a methodology – a strategy for territorial interaction and integration.* Hatcher J. et Groppo P. 2009. FAO, Rome.

*Conflicts, Rural Development and Food Security in West Africa.* Flores M. 2004. Document de travail No. 04-02. FAO, Rome.

*Armed conflicts and food security.* Teodosijevic S. 2003. Document de travail No. 03-11. FAO, Rome.

*Natural Resource Conflict Management Case Studies: An Analysis of Power, Participation and Protected Areas.* Nielsen E., Castro A. P., (Eds). 2003. FAO, Rome.

S'appuyant sur ses travaux existants sur les impacts des catastrophes naturelles sur l'agriculture, ses sous-secteurs et la sécurité alimentaire<sup>40</sup>, la FAO peut également apporter une meilleure compréhension de l'impact des conflits sur les secteurs agricoles et la sécurité alimentaire, contribuant ainsi à combler les lacunes en matière d'information et à mieux éclairer les politiques et mesures efficaces.

De nombreux outils et ressources mis en place par la FAO fournissent des orientations aux acteurs, y compris locaux, pour limiter les impacts négatifs et optimiser les impacts positifs en vue d'une paix durable, en s'attaquant aux causes profondes des conflits (voir encadré). Les contributions de la FAO vont au-delà des impacts des projets et incluent, entre autres, des connaissances, des apprentissages et des bonnes pratiques.

Compte tenu des rôles relativement marginaux attribués à la sécurité alimentaire, l'agriculture, la sylviculture, la pêche et aux ressources naturelles dans les processus de paix officiels, la FAO est bien placée pour améliorer sensiblement les connaissances concernant les aspects positifs et négatifs potentiels de ces relations dynamiques. Cela peut servir de



base à l'Organisation pour mieux renseigner l'analyse et les stratégies multisectorielles dans ces contextes par le biais des systèmes de l'ONU (planification du relèvement post-crise, bilans nationaux communs, plans cadres des Nations Unies pour l'aide au développement).

La FAO doit concentrer ses capacités de production et de diffusion des connaissances en vue d'approfondir la sensibilisation aux efforts de promotion d'une paix durable par les États Membres et leurs partenaires. Cela permettrait d'élargir la base de consommateurs afin d'offrir de plus grandes incitations économiques en faveur de systèmes de gestion des aliments et des ressources naturelles socialement responsables et réorienter les systèmes de production pour répondre à cette demande.

Le Cadre prévoit que la FAO tire parti de ses capacités d'évaluation et d'analyse pour élargir et diffuser le corpus de meilleures pratiques permettant de sauver des vies grâce aux moyens de subsistance en situation de conflit, notamment par des interventions sectorielles spécifiques, l'application de lois, normes et standards traditionnels et formels, la coordination entre groupes, ainsi que des mesures de protection et sensibles au genre. On attend que la FAO élargisse la documentation disponible concernant les avantages économiques absolus et comparatifs des approches humanitaires pour la sécurité alimentaire et la nutrition en situation de conflit (et utilise ces informations pour mobiliser des ressources, établir des priorités et ordonner des plans d'intervention humanitaire, et d'autres applications).

### Gestion organisationnelle et considérations opérationnelles

Les implications d'une action de la FAO visant à accroître sa contribution en faveur d'une paix durable sont multiples et incluent, de manière diverse, des considérations techniques, programmatiques, de personnel et de sécurité. Il est envisagé que le Cadre relatif à la Contribution de la FAO à la pérennisation de la paix dans le contexte du Programme 2030 soit accompagné de directives opérationnelles pour sa mise en œuvre. Le cadre stratégique de la FAO comporterait alors des conseils sur la manière d'intégrer ce Cadre dans les structures de travail et d'entreprise existantes, ou lorsque de nouvelles structures ou méthodes de travail sont nécessaires pour mettre pleinement en œuvre le Cadre. Les directives porteraient également sur des questions pratiques et opérationnelles telles que l'approvisionnement en situation de conflit, l'intégration des analyses de conflit dans l'évaluation des besoins, la communication et la sensibilisation, les partenariats et l'identification d'indicateurs permettant le suivi de l'impact sur le contexte dans lequel opère la FAO. Ces directives opérationnelles devraient permettre d'estimer les lacunes en ressources existantes (y compris les ressources financières, humaines et politiques) et ce que cela implique. Il s'agit par exemple de l'ensemble des compétences, aptitudes et capacités dont l'Organisation a besoin pour mettre en œuvre le Cadre avec succès. Il faut pour cela que les directives mettent en exergue les domaines nécessaires pour combler ces lacunes.

Les bureaux nationaux de la FAO sont principalement composés de personnel local offrant une compréhension approfondie des dynamiques politiques, sociales et économiques dominantes (y compris celles contribuant aux risques de conflits et à leur réduction). Combiner l'approche du personnel national avec celle de fonctionnaires internationaux expérimentés issus d'autres contextes (y compris ceux ayant une expertise transnationale et interrégionale) a permis d'identifier les facteurs de conflit ainsi que des opportunités de prévenir de futurs conflits. Le personnel et les bureaux de la FAO dans le monde entier restent néanmoins en première ligne dans la gestion des risques de conflit et la promotion d'une paix durable. Ce travail étant autant technique que politique, les Directives devraient aider la FAO à renforcer les mesures visant à assurer la sûreté et la sécurité du personnel, des bureaux et des biens. La FAO doit veiller à ce que l'ensemble du personnel, y compris le personnel national, ait accès aux ressources minimales pour assurer sa sûreté et sa sécurité en situation de conflit (par exemple, radios, casques/gilets pare-balles, etc.). Elle doit également veiller à ce que tous les bureaux décentralisés dans les zones à risque disposent de réserves et de procédures d'urgence. Compte tenu de ces considérations, la FAO examine les capacités de préparation aux interventions d'urgence et identifie les lacunes au niveau de ses bureaux nationaux et régionaux. En situation de conflit, cela implique également que les bureaux décentralisés de la FAO revoient leur stock de matériel et sécurisent de manière appropriée les biens «à double usage» (par exemple, produits chimiques, machettes, haches, carburant, véhicules, dispositifs et systèmes de communication, etc.)

Le Cadre et les directives connexes détermineront comment la FAO doit investir dans le personnel afin de travailler plus efficacement en situation de conflit. Cela inclut de renforcer les capacités du personnel concerné (y compris le personnel national) en matière d'évaluation des risques de conflit et de programmation sensible aux conflits. La FAO peut notamment profiter des opportunités offertes au personnel clé pour améliorer ses compétences dans des domaines tels que la prise en compte des conflits, l'analyse genrée, la protection, les négociations avec des tiers concernant la sécurité et les accès, ainsi que les principes humanitaires, le droit humanitaire international et les droits de l'homme. Cela peut nécessiter, entre autres mesures, de former et d'exiger du personnel concerné qu'il dispose de compétences minimales pour travailler en zone de conflit.

Afin de renforcer ses contributions en faveur d'une paix durable, la FAO doit revoir ses pratiques en matière de ressources humaines en vue d'améliorer sa capacité à attirer, conserver et utiliser de manière compétitive des femmes et des hommes qualifiés, prêts à travailler dans un contexte de conflit, en reconnaissant les facteurs de stress propres à ces situations. Étant donné le rôle unique et les risques exceptionnels encourus par le personnel aidant la FAO à faire face aux complexités des conflits, cette

dernière doit améliorer leurs conditions de travail. Il peut s'agir, par exemple, de reconnaître les compétences du personnel (y compris le personnel national) qui apporte des contributions exceptionnelles en faveur d'une paix durable.

La responsabilité des représentants de la FAO de respecter les engagements du CPP, qui intégrera les objectifs de paix durable, est déjà instaurée. Afin d'établir un lien entre la vision de l'Organisation et les pratiques mises en place, la FAO entend étudier des mesures visant à renforcer la responsabilité des chefs de bureaux décentralisés, en innovant notamment avec des «contrats de mission» basés sur des exigences minimales concernant les engagements de la FAO en faveur d'une paix durable. Elle peut également renforcer les mesures visant à mieux faire connaître les politiques et procédures de la FAO concernant les conflits d'intérêts, la fraude, le népotisme et autres problèmes éthiques, en particulier dans les bureaux décentralisés en zone de conflit, sachant que les situations de conflit peuvent être liées à des risques plus élevés de manquement à l'éthique.

# Conclusion

«Lorsque les guerres ont pris de l'ampleur, nous nous sommes tournés vers l'agriculture pour soutenir les collectivités vulnérables et rétablir l'économie d'après-crise. Ces fonctions demeurent essentielles. Et lorsque la faim menace la paix, nous devons contribuer à limiter ce risque par des approches axées sur la sécurité alimentaire adaptées aux conflits. Là où la sécurité alimentaire renforce la stabilité, nous devons considérer l'alimentation et l'agriculture comme des facteurs de paix et de sécurité.»

Directeur général de la FAO

Dans ses remarques émises au Conseil de sécurité des Nations Unies en 2016, le directeur général de la FAO a souligné le fait que «la FAO étudie depuis longtemps l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire et la manière dont la faim peut être l'un des facteurs d'instabilité et de conflit. Dans le même temps, nous savons que les mesures visant à promouvoir la sécurité alimentaire peuvent aider à prévenir une crise, à en limiter les effets et à faciliter le relèvement post-conflit.» Le défi pour la FAO consiste à s'appuyer sur cette réalité et utiliser ses ressources pour promouvoir une paix durable. Elle peut notamment compter sur une vision claire de sa direction, son passé riche en innovations, son engagement mondial en faveur du Programme 2030 et sa vision des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

L'impact ultime du Cadre dépendra de la mesure dans laquelle le personnel de la FAO s'engage en faveur d'une paix durable dans le monde. Dans cette tâche, tout aspect du programme de travail de la FAO a son importance.

## Annexe 1. Remarques du directeur général de la FAO au Conseil de sécurité de l'ONU, 29 mars 2016

### **Réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies selon la formule Arria sur la sécurité alimentaire, la nutrition et la paix**

Je tiens à remercier les gouvernements de l'Angola et de l'Espagne pour cette occasion d'aborder les relations dynamiques entre la sécurité alimentaire, la nutrition et la paix.

C'est la première fois que le directeur général de la FAO s'adresse au Conseil de sécurité des Nations Unies, et je suis très honoré d'être ici.

La FAO s'est longtemps préoccupée de l'impact de la guerre sur la sécurité alimentaire et de comment la faim pouvait constituer l'un des facteurs de l'instabilité et des conflits.

Dans le même temps, nous savons que les actions destinées à promouvoir la sécurité alimentaire peuvent permettre d'éviter les crises, d'en atténuer les impacts et de favoriser la reconstruction du pays par la suite.

La FAO a été créée en 1945. Alors que le monde sortait de la Deuxième Guerre mondiale, nos fondateurs ont décidé que la FAO devait jouer un rôle essentiel dans la pérennisation de la paix. Ils ont déclaré, et je cite: «l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture est née d'une aspiration à la paix, autant que d'un désir de vivre à l'abri du besoin. Les deux sont interdépendants. Il est indispensable de libérer progressivement l'humanité du besoin pour atteindre une paix durable.» Fin de citation.

Soixante-dix ans plus tard, les États Membres des Nations Unies ont renforcé cette idée en adoptant le Programme 2030 pour le développement durable, fondé sur le principe selon lequel «il ne peut y avoir de développement durable sans paix ni de paix sans développement durable».

Le lien entre l'alimentation et la paix est à la base de l'attribution du prix Nobel de la paix 1949 à Lord Boyd Orr, premier directeur général de la FAO. À l'époque, il déclara que, je cite: «La faim est au cœur des problèmes mondiaux. Même les meilleurs traités ne peuvent satisfaire des populations affamées. Les gens qui ont faim ne peuvent être satisfaits que par la nourriture.» Fin de citation.

Mesdames et messieurs,

Je crois profondément qu'il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans paix, ni paix durable sans sécurité alimentaire.

La paix et la sécurité alimentaire se renforcent mutuellement. Nous avons souvent vu la faim reculer lorsque la stabilité s'installe, comme après les conflits en Angola et au Nicaragua, après le génocide rwandais ou l'indépendance du Timor oriental. De même, la violence et la faim sont souvent enfermées dans un cercle vicieux où l'une se nourrit de l'autre.

Les conflits sont un facteur essentiel des crises prolongées, où la prévalence de la sous-alimentation est trois fois plus élevée que dans le reste du monde en développement.

L'indice 2015 de la faim dans le monde, élaboré par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), démontre que les pays présentant les niveaux les plus élevés d'insécurité alimentaire sont également ceux qui sont les plus touchés par les conflits. Les conflits touchent principalement les zones et populations rurales, en particulier les femmes et les enfants. Les attaques violentes contre les communautés agricoles et la destruction des récoltes, du bétail et des marchés sapent les moyens de subsistance de ces populations et les chassent de leurs foyers.

Bien que les relations entre la faim et les conflits soient complexes et non linéaires, l'insécurité alimentaire est un facteur de la déstabilisation des sociétés qui peut aggraver l'instabilité politique.

Les manifestations alimentaires ont contribué à la chute du gouvernement d'Haïti en 2008, tandis que la hausse de prix des denrées alimentaires a coïncidé avec les manifestations du printemps arabe de 2011.

Dans les situations post-conflit, une insécurité alimentaire élevée et persistante peut contribuer à une résurgence de la violence, comme en République centrafricaine et au Yémen. La faim résultant de cette violence peut en engendrer d'autres.

La nourriture elle-même peut devenir une arme de guerre lorsqu'elle est volée aux civils par les combattants ou délibérément retenue comme une tactique, dans la logique perverse de la violence. Si cela va à l'encontre du droit international humanitaire, ces stratégies sont toujours utilisées.

Au Soudan du Sud, quelque 7 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, connaissent actuellement l'insécurité alimentaire dans un contexte de violence permanente, et 2,8 millions d'entre eux sont dans une situation grave.

Si la paix n'est pas rétablie et l'aide n'est pas renforcée, la situation peut dégénérer en famine.

Il y a tout juste cinq ans, la Somalie a été frappée par une famine qui a fait plus de 250 000 victimes, en grande partie à cause de l'incapacité de la communauté internationale à répondre à temps aux alertes précoces de catastrophes imminentes. Ne répétons plus jamais de telles erreurs.

Excellences,

Les récents examens des Nations Unies en matière de paix et de sécurité invitent les Nations Unies à suivre l'évolution des défis et des menaces pour la sécurité internationale. Il est clairement admis que la prévention des crises et la pérennisation de la paix sont des responsabilités fondées sur la Charte et partagées par l'ensemble du système des Nations Unies.

Le rapport du Secrétaire général du Sommet mondial sur l'action humanitaire «Une seule humanité: des responsabilités partagées» appelle également à un engagement actif dans la prévention des conflits.

Comme nous le savons tous, la prévention exige de s'attaquer aux causes profondes des conflits, notamment la faim et l'insécurité alimentaire.

Il convient d'adopter aujourd'hui des approches pour réduire l'insécurité alimentaire qui tiennent compte des facteurs propres au conflit, ainsi que des approches pro-paix pour accroître la sécurité alimentaire. En République centrafricaine, la moitié de la population est confrontée à la famine. Il s'agit d'une menace non seulement pour ceux qui en souffrent, mais aussi pour le processus de stabilisation du pays.

En République arabe syrienne, l'agriculture employait la moitié de la population avant la guerre civile. Le secteur a été gravement touché, les agriculteurs ayant commencé à fuir leurs terres. Aider les agriculteurs à demeurer sur place en toute sécurité a été essentiel pour éviter d'autres déplacements et entamer la reconstruction de la République arabe syrienne.

La FAO travaille avec ses partenaires pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience de ceux qui restent sur leurs terres en République arabe syrienne, dont la grande majorité sont des femmes.

Mesdames et messieurs,

L'agriculture apporte également une nouvelle vie aux communautés et foyers dévastés. Soutenir l'agriculture et les moyens de subsistance ruraux permet de rassembler les gens et favorise la reconstruction post-conflit.

Les efforts déployés pour relancer le secteur agricole et améliorer la sécurité alimentaire, notamment par le biais de la protection sociale, ont des effets positifs sur la pérennisation de la paix. Ils constituent d'importants «dividendes de paix». C'est ce que reconnaît, par exemple, le gouvernement colombien, qui considère l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire comme les pierres angulaires du processus de paix et de cohésion sociale à mettre en place dans la phase post-conflit.

Comme je l'ai dit plus tôt, la relation entre la sécurité alimentaire et la paix, les conflits et la faim a toujours été présente dans le travail de la FAO. Mais l'invitation à vous informer aujourd'hui a galvanisé notre processus de réflexion interne. La FAO élabore une politique de pérennisation de la paix afin d'amplifier notre contribution dans la prévention des conflits et de soutenir l'établissement de sociétés pacifiques, stables et inclusives.

La mise en œuvre d'une telle politique nécessitera un engagement plus fort avec les gouvernements et les nombreux acteurs de la pérennisation de la paix, de l'aide humanitaire et du développement.

Nous travaillons déjà en étroite collaboration avec le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial, le Bureau

de la coordination des affaires humanitaires et un large éventail d'autres partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies.

Nous relevons sereinement le défi que représentent le renforcement et l'établissement de partenariats plus efficaces.

Mesdames et messieurs,

Lorsque les guerres ont pris de l'ampleur, nous nous sommes tournés vers l'agriculture pour soutenir les collectivités vulnérables et rétablir l'économie d'après-crise. Ces fonctions demeurent essentielles.

Et lorsque la faim menace la paix, nous devons contribuer à limiter ce risque par des approches axées sur la sécurité alimentaire adaptées aux conflits.

Là où la sécurité alimentaire renforce la stabilité, nous devons considérer l'alimentation et l'agriculture comme des facteurs de paix et de sécurité.

C'est un grand défi, mais un défi que nous pouvons relever ensemble en commençant par la concrétisation du Programme de développement à l'horizon 2030.

Et je terminerai avec une citation du Mahatma Gandhi: «Si Dieu devait apparaître aux affamés, il n'oserait leur apparaître que sous forme de nourriture».

Merci de votre attention.



## Annexe 2. Engagements de la FAO au Sommet mondial sur l'action humanitaire

La FAO a mis en évidence un certain nombre de thèmes lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire, qui s'est tenu à Istanbul, en Turquie, les 23 et 24 mai 2016. Conformément aux cinq responsabilités fondamentales du Programme d'action pour l'humanité, la FAO a souligné que, lors des conflits, le renforcement de la résilience et la pérennisation de la paix nécessitent des investissements dans la protection, la préservation et la reconstruction des moyens de subsistance agricoles. La FAO a précisé que les communautés rurales en situation de crise doivent bénéficier d'un accès libre à l'alimentation, la nutrition et la protection des moyens de subsistance agricoles. L'Organisation a affirmé qu'investir dans la protection sociale renforce la capacité des populations pauvres et vulnérables à résister, s'adapter et rebondir afin de «ne laisser personne de côté» en situation de crise. Sur le long terme, la FAO souligne que l'agriculture, la sylviculture et la pêche sont essentielles à la gestion des crises et des risques, et permettent une meilleure reconstruction. Le dernier message clé de la FAO était simple et puissant: investir dans l'agriculture est un bon investissement humanitaire.

Lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire 2016, la FAO a pris un certain nombre d'engagements directement liés à la pérennisation de la paix. Elle s'est notamment engagée à:

- Augmenter le nombre de mécanismes et systèmes de surveillance des risques et des menaces afin d'améliorer les alertes précoces liées à l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition qui peuvent réduire l'instabilité et les conflits, comme les alertes sur le changement climatique, la volatilité des prix des denrées alimentaires, l'insécurité alimentaire et les crises de la chaîne alimentaire (voir l'engagement n° 2 de la FAO).
- Renforcer les capacités institutionnelles en matière d'analyse des conflits (voir l'engagement n° 3 de la FAO).
- S'assurer que le personnel évoluant dans le cadre des conflits maîtrise les meilleures pratiques de sensibilité aux conflits (voir l'engagement n° 4 de la FAO).
- Rendre opérationnelles les directives du Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) en renforçant la programmation et les interventions tenant compte des conflits, et en contribuant aux initiatives de consolidation de la paix, le cas échéant (voir l'engagement n° 5 de la FAO).
- Adopter une politique institutionnelle et des directives opérationnelles connexes sur le rôle de la FAO, conformément à son travail et à son mandat, pour contribuer à prévenir les conflits et à pérenniser la paix (voir l'engagement n° 9 de la FAO).

Lors du Sommet, la FAO a abordé tous les aspects des conflits:

- Appliquer une vision sensible aux conflits et utiliser les principes et cadres de travail soucieux de «ne pas nuire» aux programmes de résilience pour éviter de créer ou d'exacerber les conflits existants.
- Reconnaître la nécessité d'approches favorisant la résilience des communautés face aux conflits, en particulier en situation de crise prolongée.
- Cerner les causes profondes de l'instabilité et de l'insécurité qui détermineront les approches inhérentes aux conflits pour éviter de compromettre les politiques et les actions visant à pérenniser la paix. La sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que le soutien au développement agricole et aux moyens de subsistance, ont un rôle majeur à jouer dans l'établissement de sociétés pacifiques, la prévention des conflits et la stabilité, notamment par la gestion durable des ressources naturelles, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que les approches d'ordre foncier.
- Maintenir les investissements et l'engagement en faveur du développement agricole et des moyens de subsistance durables, en contribuant à la croissance économique et en soutenant le développement de sociétés pacifiques, stables et inclusives. Les investissements dans la protection, la préservation et la reconstruction des moyens de subsistance sont essentiels dans les situations fragiles, conflictuelles et post-conflictuelles, et contribuent à sauver des vies tout en améliorant la résilience sur le long terme, notamment par la réhabilitation de l'agriculture, l'expansion de l'aide sociale, comme les interventions monétaires, et l'autonomisation des groupes les plus vulnérables tels que les femmes et les jeunes. Investir dans les moyens de subsistance agricoles est une étape clé pour garantir la paix et la stabilité. Le rôle de la sécurité alimentaire dans la prévention et l'atténuation des conflits par la réduction de la vulnérabilité, le renforcement des mesures de protection sociale, la génération de revenus et l'emploi, le dialogue communautaire et la cohésion sociale ne peuvent être sous-estimés. Il ne peut y avoir de sécurité alimentaire sans paix, ni paix durable sans sécurité alimentaire.

### Annexe 3. Exemples de travaux de la FAO sur les facteurs de conflits, leurs conséquences et les approches de développement au-delà des situations de conflit

#### Sur le conflit (facteurs de conflit)

##### **Côte d'Ivoire:** soutien du régime foncier après un conflit

Dans un contexte post-conflit où les questions de régime foncier comportent des risques élevés d'instabilité sociale qui peuvent déclencher ou exacerber tout conflit entre les communautés, la FAO a aidé la Côte d'Ivoire à adopter une stratégie et une politique de sécurité foncière dans les zones rurales. La déclaration de politique sur le régime foncier a été élaborée selon une approche participative et inclusive impliquant les communautés, les autorités traditionnelles et administratives, les ONG, les partenaires du développement ainsi que le gouvernement. Une agence indépendante (AFROR) a été créée pour mettre en œuvre la politique de régime foncier rural. Une stratégie de communication de proximité sur la sécurité du régime foncier rural a été élaborée et mise en œuvre. Ainsi, la cohésion sociale a été restaurée dans l'un des départements (Bocanda) et des résultats tangibles ont été obtenus, entre autres:

- 33 certificats de propriété foncière collective ont été délivrés pour une superficie de plus de 8 100 ha;
- 6 certificats de propriété foncière ont été délivrés pour une superficie de plus de 148 ha;
- 6 agro-entreprises instaurées, car le conflit foncier n'était plus un problème majeur.

##### **Côte d'Ivoire:** initiative transfrontalière pour renforcer la résilience et les capacités de prévention des conflits à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria

Les synergies et complémentarités entre la FAO, le Conseil danois pour les réfugiés et le Conseil norvégien pour les réfugiés au niveau de la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria ont permis de renforcer la sécurité alimentaire, la cohésion sociale et la protection des personnes dans une zone soumise à la pauvreté, à l'insécurité alimentaire et aux tensions tribales. Les bénéficiaires d'activités génératrices de revenus issus de la production de riz et de sites horticoles réhabilités par la FAO ont non seulement bénéficié d'un renforcement des capacités par le biais des approches champs-écoles des producteurs, mais aussi d'une formation et d'une sensibilisation au régime foncier et à la législation connexe, ainsi qu'à la résolution pacifique et collaborative des conflits fonciers.

### **Afrique orientale:** *projets multiples*

En 2011, le monde a été officiellement déclaré indemne de la peste bovine, une maladie mortelle du bétail. La campagne d'éradication de la peste bovine a contribué à améliorer la sécurité alimentaire des communautés d'éleveurs, mais aussi contribué à la paix et à la sécurité de populations plus larges. L'élimination de la peste bovine n'aurait pas été possible sans une approche de la santé animale adaptée aux conflits, car les derniers cas de la maladie ont été découverts au sein de communautés où les conflits avaient été déclenchés par des querelles de bétail. En Afrique orientale, la FAO a formé des agents de santé animale et négocié des pactes de paix entre groupes d'éleveurs rivaux comme condition préalable à la vaccination contre la peste bovine. Cela démontre le rôle mobilisateur de la FAO en tant qu'agence technique spécialisée neutre et respectée.

### **Philippines:** *renforcer la confiance et la participation du public pour soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix de Bangsamoro*

En étroite collaboration avec les acteurs de la consolidation et du maintien de la paix des Nations Unies, la FAO a réintégré les anciens combattants dans le cadre d'un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR). La plupart des combattants philippins appartenant à des familles d'agriculteurs et de pêcheurs, peu d'entre eux parvenaient à retrouver une vie de paix faute d'accès à la terre et au capital nécessaire pour rétablir leurs moyens de subsistance. Les mesures de la FAO ont soutenu les petits exploitants agricoles et les pêcheurs marginaux en renforçant leur capacité à relancer leurs moyens de subsistance. Ce projet illustre l'engagement de la FAO à traiter les différents aspects des conflits en répondant aux besoins de subsistance, en contribuant à la cohésion sociale et en renforçant les capacités des anciens combattants.

### **Niger:** *gestion préventive des conflits relatifs à l'accès aux ressources naturelles dans les zones pastorales et agropastorales du Niger*

Soutenue par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), la FAO travaille en étroite collaboration avec les Nations Unies et d'autres organismes dans sept villes pour prévenir le déclenchement de conflits liés aux ressources naturelles. À travers une approche de gestion sensible aux conflits, le projet vise à renforcer les capacités des acteurs locaux à gérer des ressources en eau limitées de manière inclusive et transparente, afin de contribuer à une cohabitation pacifique entre les groupes de population (c.-à-d., agriculteurs, éleveurs, réfugiés, migrants et communautés locales).

**Indonésie, Pérou, Ouganda:** *sécuriser les droits fonciers des communautés dépendantes de la sylviculture: allier la science à la politique pour faire progresser la sécurité foncière, la gestion durable des forêts et les moyens de subsistance des populations*

La FAO forme les communautés, les décideurs politiques et les praticiens à la mise en œuvre efficace de la réforme agraire. Cela comprend l'élaboration de manuels de formation et d'ateliers sur les compétences de diagnostic en vue d'une évaluation, d'un suivi et d'un apaisement proactifs des conflits d'ordre foncier. Ce projet illustre la manière dont la FAO s'appuie sur son expertise technique ainsi que les directives et outils développés au niveau mondial pour faciliter la prévention et la résolution des conflits.

**Angola et Mozambique:** *soutien du régime foncier après un conflit*

Dans le cadre de la pérennisation de la paix, les questions d'ordre foncier peuvent être particulièrement sensibles. Les communautés qui identifient et consignent officiellement leurs droits fonciers sont mieux placées pour protéger et bénéficier de ces droits, et atténuer les risques de conflit connexes. Dans le contexte post guerre civile angolaise, la FAO a contribué à instaurer un respect et une confiance mutuels entre le gouvernement central, les autorités locales et les organisations de la société civile. Elle a notamment travaillé sur la délimitation des terres communautaires<sup>41</sup>, le renforcement des capacités et la diffusion des connaissances. Ce travail technique souligne l'importante contribution de la FAO à la création d'une société plus stable et plus équitable.

**République démocratique du Congo:** *désarmement, démobilisation et réintégration*

En collaboration avec des partenaires, la FAO a mis en œuvre un programme d'urgence de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) ainsi qu'un programme multinational de démobilisation et de réintégration (MDRP) visant à coordonner et contribuer à la paix régionale et encourager les anciens combattants à retrouver des moyens de subsistance civils. Les études montrent que plus des deux tiers des anciens combattants sont engagés dans des activités économiques productives, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Outre le soutien au programme DDR, la FAO a aidé à renforcer la capacité des habitants à produire de la nourriture et à gagner leur vie en améliorant l'accès aux ressources et aux programmes de formation, ainsi que les capacités à produire et à diversifier leur nourriture. Ces activités illustrent l'engagement de la FAO dans des partenariats stratégiques visant à réduire les conflits et prévenir une nouvelle escalade de la violence via le soutien des moyens de subsistance et la réintégration dans les secteurs productifs.

**Soudan du Sud:** *sécurité alimentaire durable via le développement des moyens de subsistance communautaires et la collecte de l'eau*

Ce projet pluriannuel vise à réduire les conflits récurrents et localisés liés aux ressources naturelles entre les communautés pastorales concurrentes, mais a été suspendu à cause de la guerre civile de 2013, qui a mis à mal certains éléments de l'infrastructure (tels que les systèmes de récupération d'eau). Une partie du personnel a donc été redéployée sur le programme d'urgence de la FAO au Soudan du Sud et a négocié avec succès l'accès aux zones contestées, tandis que d'autres ont été financés par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix afin d'analyser les impacts d'une série de projets historiques de collecte de l'eau sur les conflits et la paix durable, et d'élaborer des directives connexes<sup>42</sup>.

**République démocratique du Congo:** *programme commun des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la sécurité humaine en République du Congo*

Le projet commun d'ONU-HABITAT, de la FAO et du PNUD repose sur une approche du développement territorial participatif et négocié visant à réduire les désaccords fonciers, en mettant l'accent sur l'identification des causes sous-jacentes des problèmes liés à l'accès aux ressources naturelles. Les conflits fonciers, qui représentaient 80 pour cent des conflits dans la partie orientale du pays, ont ainsi diminué. Ce projet illustre la manière dont la FAO établit des partenariats afin de mettre en œuvre une réponse coordonnée reposant sur des approches et des outils développés au niveau mondial en vue d'éviter les conflits.

**Somalie:** *programme emplois et développement économique durables (Sustainable Employment and Economic Development [SEED])*

Une analyse des conflits à l'échelle du pays a été réalisée au début du programme, mettant l'accent sur les chaînes de valeur du bétail, de la pêche, du fourrage et du miel. Celle-ci a permis de concevoir et mettre en œuvre le programme SEED, déterminant comment éviter de renforcer la dynamique de pouvoir entre clans et d'interférer avec les droits fonciers susceptibles de renforcer involontairement les facteurs de conflit. Le programme comprenait notamment des forums et des activités sur l'anticipation et la résolution des problèmes, ainsi qu'un renforcement des capacités des groupes concernés par la gestion des conflits. Il illustre la manière dont la FAO développe ses approches et programmes adaptés aux conflits afin de cibler les interventions visant à résoudre ces derniers, tout en apportant un soutien aux moyens de subsistance. Le plan de relance économique pour la Somalie souligne que l'un des plus grands obstacles à la reprise économique du pays consiste à enrayer le chômage des jeunes et les empêcher de rejoindre les milices comme mécanisme de survie négatif. La FAO met également en œuvre le programme conjoint sur l'emploi des jeunes, une mesure phare du gouvernement fédéral somalien pour obtenir des résultats rapides dans le cadre de l'objectif de paix et de construction de l'État.

## Durant les conflits (impacts des conflits)

**République arabe syrienne:** *préserver des vies et des moyens de subsistance, et prévenir la migration intérieure*

La FAO collabore avec ses partenaires pour renforcer la sécurité alimentaire et la résilience des ménages, des communautés et des institutions en République arabe syrienne. Suite à la fragmentation du secteur agricole, soutenir la production à petite échelle au niveau des ménages devient de plus en plus important dans le pays. Outre préserver les moyens de subsistance, les mesures agricoles améliorent la disponibilité, l'accès et la variété des aliments locaux. Aider les agriculteurs à conserver leurs terres et produire des denrées alimentaires en toute sécurité est également essentiel pour éviter de nouvelles migrations. Dans le cadre de l'approche «*Whole of Syria*», la FAO opère depuis Damas (République arabe syrienne) et Gaziantep (Turquie) pour optimiser le soutien agricole aux personnes dans le besoin dans 13 des 14 gouvernorats syriens, y compris dans les zones difficiles d'accès.

**Corne de l'Afrique:** *renforcer la biosécurité dans certains États de la région du Proche-Orient et l'Afrique du Nord, et de la Corne de l'Afrique*

Les foyers pastoraux et agropastoraux en Somalie, au Kenya, en Éthiopie et à Djibouti ont bénéficié de fourrage ainsi que de services de vaccination et de traitement du bétail. En Somalie, la FAO vaccine 20 millions d'animaux contre la peste des petits ruminants (dont 7,5 millions ont également été vaccinés contre la pleuropneumonie contagieuse caprine). Au Kenya, la FAO s'efforce d'améliorer l'immunité et la résistance de six millions de têtes de bétail via des campagnes de vaccination, des vermifuges et des injections multivitaminées. Ces efforts visent à réduire les facteurs de conflit nationaux (internes) et régionaux (externes) en augmentant la sécurité alimentaire par la préservation des moyens de subsistance, mais ont également servi de point d'entrée aux négociations entre éleveurs connaissant des différends concernant le bétail.

**Afghanistan:** *programme Facilité alimentaire de l'Union européenne (EUFF)*

En réponse aux prix élevés des denrées alimentaires en 2007-2008, le programme EUFF (325 millions de dollars américains) a soutenu les mesures de la FAO visant à stimuler la productivité agricole et améliorer la sécurité alimentaire des ménages ainsi que la nutrition des petits exploitants dans 28 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. En Afghanistan, les entreprises semencières locales, y compris dans les provinces touchées par le conflit, ont été soutenues afin de produire et vendre aux agriculteurs des semences de cultures certifiées diversifiées. La productivité accrue du blé a contribué à améliorer la sécurité alimentaire; en 2010, la production annuelle de blé a augmenté de 20 pour cent. Cela illustre bien le travail de la FAO dans les situations de conflit pour faciliter les transitions entre l'action humanitaire et les processus de

développement, en se concentrant sur des programmes ayant un impact à la fois rapide et durable sur la sécurité alimentaire.

**Myanmar:** *amélioration des moyens de subsistance agricoles et de la résilience des communautés touchées par les conflits dans les zones de minorités ethniques*

La FAO s'efforce d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages et leur résilience face aux inondations et aux cyclones dans les zones exposées aux conflits et aux catastrophes naturelles. Ce projet illustre la combinaison des stratégies à long terme de la FAO sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophes avec la promotion d'un développement adapté aux situations de conflit via une meilleure résilience.

**Yémen:** *soutien d'urgence des moyens de subsistance des populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des communautés d'accueil vulnérables vivant dans les zones de conflits d'Ad Dali'*

En soutenant les activités agricoles productives, la FAO s'efforce d'accroître l'accès et la disponibilité des denrées alimentaires pour les populations déplacées et les familles des communautés d'accueil vulnérables vivant dans les zones touchées par les conflits dans le gouvernorat d'Ad Dali'. Ce projet illustre l'engagement de la FAO à préserver des vies en soutenant les moyens de subsistance agricoles durant les conflits.

**Colombie:** *rétablissement rapide de la sécurité alimentaire des communautés vulnérables touchées par les conflits et les événements climatiques extrêmes, et renforcement des capacités institutionnelles, en tant que mécanisme de pérennisation de la paix et de résilience*

La FAO s'emploie à réhabiliter la production de denrées alimentaires destinées à la consommation domestique comme stratégie de cohésion sociale et de résilience. Ce projet illustre la manière dont l'analyse des vulnérabilités liées au changement climatique et les solutions de la FAO pour y faire face, ont été intégrées à l'analyse des risques de conflit afin d'atteindre de multiples objectifs.

**Ukraine:** *aide d'urgence pour rétablir les moyens de subsistance des familles de petits agriculteurs vulnérables touchées par les conflits dans les régions de Donetsk et de Louhansk*

La FAO s'efforce de fournir d'urgence des intrants agricoles et d'élevage aux familles d'agriculteurs touchées par les conflits afin de garantir la sécurité alimentaire et le rétablissement des moyens de subsistance basés sur l'élevage dans les zones touchées par les conflits du côté de Donetsk et



Louhansk. Ce projet illustre l'engagement de la FAO dans le recours aux analyses techniques pour protéger et restaurer les moyens de subsistance au niveau infrarégional.

### Au-delà des situations de conflit (développement sensible au conflit)

#### **Afghanistan:** *programme d'amélioration des systèmes d'irrigation dans les provinces de Kaboul et de Bamiyan*

La FAO s'efforce de renforcer la sécurité alimentaire en stimulant la production et la productivité agricoles. Sur le plan opérationnel, il s'agit d'étendre le système d'irrigation par un approvisionnement fiable et adéquat en eau via des installations améliorées; l'objectif global étant de soutenir les bénéficiaires à travers une formation ciblée pour augmenter la production et utiliser pleinement l'approvisionnement en eau supplémentaire. Ce projet illustre l'engagement de la FAO à stimuler le développement, par la fourniture d'une expertise et d'une assistance techniques, dans un contexte de crise prolongée (conflit en cours).

#### **Sierra Leone:** *projets multiples*

L'épidémie du virus Ébola qui a touché le Libéria, la Guinée et la Sierra Leone a remis en question les processus existants de consolidation et pérennisation de la paix liés aux services publics et à la cohésion sociale. Si la FAO collabore avec des partenaires (par exemple, le PAM et l'OMS) pour répondre aux mesures immédiates de relèvement, elle continue également d'encourager les investissements responsables dans les systèmes agricoles et alimentaires afin de favoriser l'inclusion des petits exploitants dans les chaînes de valeur et créer des emplois et générer des revenus dans les zones rurales. Des travaux sont en cours dans le cadre du programme «*Emerging Pandemic Threats 2*» afin de cibler les zoonoses spécifiques et les facteurs de l'interface homme-animal. Ce projet illustre le rôle continu de la FAO en faveur du développement en situation post-conflit, et sa capacité à s'engager avec de multiples partenaires à différents niveaux pour répondre simultanément aux besoins humanitaires et de développement.

#### **Burkina Faso, Lesotho, Niger, Mali et Mauritanie:** *mécanismes de protection sociale innovants*

Les situations présentant un risque de conflit accru exigent des systèmes de protection sociale durables, prévisibles, axés sur les risques, adaptés aux crises et complémentaires avec les mesures humanitaires et de développement. De tels systèmes sont essentiels pour réduire la pauvreté et accélérer les progrès dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, tout en renforçant la résilience face aux menaces et aux crises, et en favorisant le développement. Les mesures flexibles Cash+ de

la FAO combinant transferts d'argent et d'actifs productifs en nature ont pour objectif de stimuler les moyens de subsistance et les capacités de production des ménages pauvres et vulnérables. Cette approche montre comment la riche expertise de l'Organisation en matière de production agricole, de sécurité semencière, de gestion des terres, d'adaptation face au changement climatique et de développement rural permet d'améliorer les résultats en matière de réduction de la pauvreté et de résilience dans les situations à risque.

**Ouganda:** *renforcer la capacité d'adaptation des communautés agropastorales et du gouvernement local pour réduire les impacts du risque climatique sur les moyens de subsistance dans le Karamoja (Ouganda)*

La FAO s'appuie sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), FEWS NET, le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse aux conflits de l'IGAD (CEWARN) et le système de surveillance alimentaire communautaire ougandais, pour renforcer les systèmes d'alerte précoce, de planification et de réponse aux situations d'urgence. Ces mesures soutiennent également le développement des capacités des institutions locales en matière de surveillance des maladies du bétail et la fourniture de services vétérinaires. Elles sont complétées par le renforcement de la résilience à long terme des systèmes de production et des communautés agropastorales grâce à des écoles d'apprentissage et une meilleure gestion des bassins hydrographiques. Ce projet illustre le rôle fédérateur de la FAO, l'éventail des partenariats mis en place par l'Organisation pour résoudre les conflits sur les questions de développement, sur la base d'une compréhension approfondie du contexte.

**Népal:** *des emplois pour la paix*

En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, la FAO et l'OIT ont mis en œuvre un programme commun visant à promouvoir l'emploi des jeunes entre 2009 et 2012. Il s'agissait de promouvoir l'emploi des jeunes dans les zones rurales comme moyen de favoriser la paix et la cohésion sociale, et offrir aux jeunes des alternatives productives à la violence dans le cadre du processus de réinsertion post-conflit. À travers l'emploi et l'autonomisation des jeunes, le programme a amélioré l'accès de ces derniers aux ressources et aux compétences considérées comme essentielles pour leurs moyens de subsistance, et a créé des possibilités d'emploi productif et décent au sein des communautés touchées, notamment grâce à la réhabilitation post-conflit.

# Notes finales

- <sup>1</sup> La fragilité est entendue comme un phénomène multidimensionnel. Le cadre de l'OCDE sur la fragilité définit celle-ci comme la combinaison de l'exposition au risque et de la capacité insuffisante de l'État, du système et/ou des communautés à gérer, absorber ou atténuer ces risques. Ce cadre repose sur cinq dimensions de la fragilité, à savoir l'économie, l'environnement, la politique, la société et la sécurité; quelque 56 contextes sont décrits comme fragiles en 2016, dont 15 comme extrêmement fragiles. Plus de 22 pour cent de la population mondiale vit actuellement dans ces contextes fragiles. Voir OCDE/DAC. 2016. États de fragilité 2016 – Comprendre la violence. Paris.
- <sup>2</sup> Par exemple, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21) et l'Accord de Paris, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans les situations de crise prolongée (CFS-FFA) approuvé par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale des Nations Unies, et les engagements souscrits lors du Sommet humanitaire mondial de 2016.
- <sup>3</sup> Par exemple, la résolution 1325 du CSNU sur les femmes, la paix et la sécurité (S/RES/1325, 2000) et la résolution 2250 du CSNU sur la jeunesse, la paix et la sécurité (S/RES/2250, 2015).
- <sup>4</sup> Y compris, par exemple, l'initiative «Les droits avant tout» (Human Rights Up Front) du Secrétaire général des Nations Unies et «Une seule humanité, des responsabilités partagées», le rapport du Secrétaire général pour le Sommet humanitaire mondial (A/70/709).
- <sup>5</sup> Ceci comprend notamment:  
Le rapport du Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix (A/70/95-S/2015/446, 17 juin 2015), et la réaction du Secrétaire général au rapport du Groupe, à savoir:  
- L'avenir des opérations de paix des Nations Unies: application des recommandations du Groupe indépendant de haut niveau chargé d'étudier les opérations de paix (A/70/357-S/2015/682, 2 septembre 2015);  
- L'examen de l'architecture de consolidation de la paix, qui comprend un rapport du Groupe consultatif d'experts sur l'examen du dispositif de consolidation de la paix [A/69/968 - S/2015/490], 30 juin 2015; et  
- L'étude mondiale sur l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité, et le rapport du Secrétaire général y afférent.
- <sup>6</sup> Il y a eu une résolution simultanée entre le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'Assemblée générale sur la révision de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies. Voir S/RES/2282 (2016) et A/RES/70/262 (2016).
- <sup>7</sup> Résumé du président au Sommet mondial sur l'action humanitaire «*Standing up for humanity: committing to action*», version préliminaire.
- <sup>8</sup> S/RES/2250 (2015).
- <sup>9</sup> Rapport du Secrétaire général. Les Nations Unies et la prévention des conflits: un engagement collectif renouvelé, S/2015/730.
- <sup>10</sup> Rapport du Secrétaire général. Consolidation et pérennisation de la paix, A/72/707 – A/2018/43.
- <sup>11</sup> Simmons, E. 2013. *Harvesting Peace: Food Security, Conflict, and Cooperation*. *Environmental Change and Security Program Report Vol. 14, Issue 3*. Woodrow Wilson International Center for Scholars. Washington, D.C.
- <sup>12</sup> Une analyse récente des modèles d'intensité et de localisation des conflits indique que même si la violence est plus probable dans les zones urbaines, les données disponibles montrent que les conflits ruraux sont plus violents. Près des deux tiers de tous les morts dans les conflits armés étatiques se sont produits dans les zones rurales, et le même schéma s'applique aux conflits armés non étatiques où environ 60 pour cent des pertes en vies humaines ont eu lieu dans les zones rurales. Voir Björkdahl, A., Buckley-Zistel, S., (Eds). 2016. *Spatializing Peace and Conflict: Mapping the production of places, sites and scales of violence*. Palgrave Macmillan.
- <sup>13</sup> OCDE (2016). *États de fragilité 2016 - Comprendre la violence*. OCDE Publishing, Paris. <https://doi.org/10.1787/261b19f4-fr>.
- <sup>14</sup> Rapport mondial sur l'aide humanitaire 2015. Tiré de *Development Initiatives* sur la base des indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale. World Bank PovcalNet, INFORM, FFP Fragile States Index.
- <sup>15</sup> OCDE (2016) op. cit. p. 83, figure 3.8.
- <sup>16</sup> SOFI 2002.
- <sup>17</sup> Ianchovichina, E. et Ivanic, M. 2014. *Effets économiques de la guerre en Syrie et de l'extension de l'État islamique au Levant*. Document de travail sur les recherches politiques de la Banque mondiale, WPS7135. Washington, D.C.
- <sup>18</sup> Voir [www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/382638/](http://www.fao.org/emergencies/fao-in-action/stories/stories-detail/en/c/382638/).
- <sup>19</sup> Ozerdem, A. et Roberts, R. (Eds). 2012. *Challenging Post-Conflict Environments: Sustainable Agriculture*. Farnham.
- <sup>20</sup> FAO. 2016. L'impact du conflit sur le secteur de l'élevage au Soudan du Sud. Projet final, non publié.
- <sup>21</sup> Asenso-Okyere, K. et Kebede, S.W. 2012. Les effets de la guerre civile sur le développement agricole et les moyens de subsistance des populations rurales en Sierra Leone, dans Ozerdem, A. et Roberts, R. (Eds). 2012. *Environnements post-conflit difficiles: Agriculture durable*. Farnham.
- <sup>22</sup> Serneels, P., Verpoorten, M. 2012. *The impact of armed conflict on economic performance: Evidence from Rwanda*. Center for the Study of African Economies, Oxford University. Working Paper WPS/2012-10. Oxford.

<sup>23</sup> OECD/DAC. 2015. *States of Fragility: Meeting post-2015 ambitions*.

<sup>24</sup> Il est toutefois important de noter que ces tendances sont variables sur le plan géographique. Par exemple, les conflits armés en Afrique ont globalement diminué de 14 pour cent entre 2014 et 2015, mais la tendance générale n'était pas homogène sur le continent; si l'on observe une diminution à l'échelle du continent, on constate, au cours de la même période, une recrudescence dans quinze États africains, regroupés dans des régions spécifiques. Voir le projet de données sur les lieux de conflits armés et les événements (ACLED).

<sup>25</sup> Brinkman, H-J., Hendrix, C. 2011. *Food Insecurity and Violent Conflict: Causes, Consequences, and Addressing the Challenges*. Occasional Paper 24. Programme alimentaire mondial, Rome.

<sup>26</sup> Inter-Agency Network on Youth Development (IANYD) Working Group on Youth and Peacebuilding with support from the Peace Nexus Foundation. 2015. *Young People's Participation in Peacebuilding – A Practice Note*. [Groupe de travail sur la jeunesse et la consolidation de la paix du Réseau inter-agences pour le développement de la jeunesse (IANYD), avec le soutien de la Fondation Nexus pour la paix. 2015. La participation des jeunes à la consolidation de la paix – Note pratique].

<sup>27</sup> Maystadt, J. F., Calderone, M., and You, L. 2014. *Local Warming and Violent Conflict in North and South Sudan*, *Journal of Economic Geography*, 1-23.; Harris, K., Keen, D., and Mitchell, M. 2013. *When Disasters and Conflict Collide: Improving the Links between Disaster Resilience and Conflict Prevention*. London, Overseas Development Institute; De Châtel, F. 2014. *The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution*, *Middle Eastern Studies*. 50:4, 521-535.

<sup>28</sup> L'OCDE identifie cinq groupes d'indicateurs de fragilité: 1) la violence; 2) l'accès à la justice pour tous; 3) la présence d'institutions efficaces, responsables et inclusives; 4) l'inclusion et la stabilité économiques; 5) la capacité à prévenir les chocs et les catastrophes sociales, économiques et environnementales et à s'y adapter. Ce dernier aspect met en évidence les contributions importantes de la réduction des risques de catastrophes et de la résilience pour favoriser la stabilité, ainsi que le rôle central du gouvernement dans la création d'un environnement favorable à la gestion des risques et de la vulnérabilité. (OECD/DAC. 2015. *States of Fragility: Meeting post-2015 ambitions*).

<sup>29</sup> OCHA. 2016. *Understanding the climate-conflict nexus from a humanitarian perspective: a new quantitative approach*. New York.

<sup>30</sup> Voir Extraits de l'action de la FAO: Rapport général à la première session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, préparé par la Commission intérimaire des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et publié ultérieurement en août 1945. Disponible, en anglais, à l'adresse: [www.fao.org/docrep/meeting/010/j6285e/j6285e03.htm](http://www.fao.org/docrep/meeting/010/j6285e/j6285e03.htm)

<sup>31</sup> FAO, 1945. Lettre aux gouvernements transmettant le rapport de la première session de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Disponible, en anglais, à l'adresse: [www.fao.org/3/x5584E/x5584e01.htm#i](http://www.fao.org/3/x5584E/x5584e01.htm#i).

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> La cartographie des 124 pays et territoires soutenus par la FAO au titre de l'objectif stratégique 5 (comme précisé dans le rapport sur la mise en œuvre du programme 2014-15) par rapport au baromètre HIIK sur les conflits, qui indique l'intensité des conflits dans un pays au cours d'une année donnée, montre que 31 pays au total ont enregistré les deux niveaux les plus élevés, à savoir «guerre» et «guerre limitée».

<sup>34</sup> Le cadre «on», «in», «through» (sur, durant, au-delà) du conflit est adapté du modèle de transformation du conflit d'Oxfam Novib. Voir [www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl).

<sup>35</sup> La délimitation est le processus qui consiste à identifier les limites géographiques des zones de territoire et à préparer un registre de ces informations. La délimitation aide les communautés à identifier les limites de la zone qu'elles occupent, à prouver les droits des communautés sur ces terres et à protéger plus efficacement leurs droits.

<sup>36</sup> Notamment, la coopération de la FAO au Soudan (2004-2009); le sous-programme de résilience de la FAO en Somalie (2013-2014); l'évaluation de la contribution de la FAO à la transition liée aux crises – Relier l'aide d'urgence au développement (2014); et l'engagement de la FAO et du FIDA dans le développement pastoral – Synthèse de l'évaluation conjointe (2016).

<sup>37</sup> Le 29 mars 2016, le Directeur général de la FAO a pris la parole lors d'une réunion en formule Arria du Conseil de sécurité des Nations unies à New York sur le thème «Sécurité alimentaire, nutrition et paix».

<sup>38</sup> Le Groupe indépendant de haut niveau sur les opérations de paix (<http://undocs.org/A/70/95>), et la résolution 2282 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

<sup>39</sup> Une stratégie de résilience a été développée pour le Soudan du Sud (Voir [www.fao.org/3/a-i5760e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i5760e.pdf)), et des stratégies supplémentaires sont en cours d'élaboration pour la République centrafricaine, le nord-est du Nigéria et la Somalie, entre autres. La stratégie de résilience du Soudan du Sud a été élaborée pour faire la jonction entre les cadres humanitaire et de développement. Se fondant sur le portefeuille d'interventions de la FAO dans le Soudan du Sud au cours des trois dernières années, l'objectif est d'accroître la résilience des moyens de subsistance, y compris la protection des groupes de population les plus vulnérables, et de renforcer les secteurs productifs basés sur les moyens de subsistance, tout en réduisant la vulnérabilité aux chocs et aux facteurs de stress. La stratégie sera mise en œuvre sur une période initiale de trois ans (2016-2018), avec des mécanismes intégrés de révision et d'ajustement. Elle applique une approche sensible aux conflits qui permet une flexibilité et une évolutivité de la programmation pendant la période de gouvernement transitoire et les flambées de violence

et d'insécurité d'origine tribale. En outre, la stratégie facilitera une transition en douceur vers la phase de développement dès que la stabilité et la paix seront atteintes.

<sup>40</sup> Voir FAO. 2016. *L'impact des catastrophes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*. Rome. (disponible, en anglais, à l'adresse: [www.fao.org/3/a-i5128e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i5128e.pdf)).

<sup>41</sup> La délimitation est le processus qui consiste à identifier les limites géographiques des zones de territoire et à préparer un registre de ces informations. La délimitation aide les communautés à identifier les limites de la zone qu'elles occupent, à prouver les droits des communautés sur ces terres et à protéger plus efficacement leurs droits.

<sup>42</sup> Voir FAO. 2015. *Water Harvesting for Peacebuilding in South Sudan: An Assessment of Livestock Water Harvesting Structures in Eastern Equatoria, Western Equatoria, and Lakes States*. Juba.





Protéger les moyens d'existence c'est sauver des vies

# Contact

Bureau des urgences et de la résilience  
fao.org/emergencies/fr | @FAOemergencies

**Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture**  
Rome, Italie

ISBN 978-92-5-134740-9



9 789251 347409

I9311FR/1/09.21